

Services de laboratoire Nos racines... notre avenir.



Échantillon



Test

Rapport

Un laboratoire sera toujours un laboratoire. Que nous effectuions des tests sur des patients, sur des médicaments ou sur des produits de consommation, le processus demeure le même : **échantillonner, tester et rapporter**. Nous avons fait croître notre entreprise en produisant des résultats fiables et nous continuerons notre croissance de la même manière.



WARNEX

Troisième trimestre 2011

Analyse de la direction

L'analyse de la direction fournit une rétrospective du rendement de notre Société et devrait être lue avec les états financiers non audités pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011 et les notes afférentes qui figurent dans le présent document. L'analyse compare les résultats du troisième trimestre de 2011 avec ceux de 2010 et présente des informations additionnelles afin de mieux connaître nos activités. Cela comprend une description des occasions d'affaires, des éléments et des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs. Les renseignements contenus aux présentes comprennent les faits importants en date du 14 novembre 2011, date à laquelle le Conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse.

Les états financiers ci-joints ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS) de l' *International Accounting Standards Board* (IASB). La Société a convergé aux IFRS au 1^{er} janvier 2011. Veuillez vous référer aux notes 2, 3 et 4 des états financiers consolidés intermédiaires non audités de 2011 de la Société pour une discussion détaillée relatives aux principales méthodes comptables et l'impact de la transition aux IFRS. Sauf avis contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en devises canadiennes.

Des informations additionnelles relatives à notre Société, incluant notamment la Notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans la présente Analyse de la direction sont de nature prospective, et sont assujetties à de nombreux risques et incertitudes, connus et inconnus. Pour plus d'information portant sur des risques et incertitudes connus, relatifs aux ressources financières, aux risques de liquidité, aux clients et partenaires importants, aux risques relatifs au crédit, aux devises étrangères, à la réglementation gouvernementale, aux installations de laboratoire, à la volatilité du cours de nos actions, aux employés, aux fournisseurs, et d'autres facteurs importants qui pourraient se traduire par un écart considérable entre les résultats réels et les résultats évoqués, nous vous référons à la rubrique Risques et incertitudes, dans la présente Analyse de la direction. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer de manière importante des résultats anticipés exprimés dans ces déclarations prospectives.

Survol

Warnex est une entreprise de sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant des services de laboratoire aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Warnex services analytiques offre aux sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques un éventail de services de contrôle de la qualité, notamment des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement et de validation de méthodes, ainsi que des études de stabilité. Warnex services bioanalytiques se spécialise dans les études de biodisponibilité et de bioéquivalence pour les essais cliniques. Warnex laboratoires médicaux fournit des analyses spécialisées pour l'industrie de la santé ainsi que des services pharmaceutiques et de laboratoire central. Warnex services PRO-ADN offre des tests d'identification par ADN pour déterminer la paternité, la maternité et d'autres liens familiaux, ainsi que pour des fins d'immigration et médico-légaux. Warnex a trois installations situées à Laval et Blainville, Québec, et à Thunder Bay, Ontario. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole WNX.

En juin 2009, la Société a acquis les actions de Molecular World Inc. et a changé son nom subséquemment pour Warnex services PRO-ADN inc. Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

Unités d'affaires stratégiques

Nos activités sont regroupées en ces unités d'affaires stratégiques :

Unités d'affaires	Activités
Services analytiques	Offre des services de contrôle de la qualité aux secteurs pharmaceutique et biotechnologique, incluant des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement de méthodes et de validation, ainsi que des études de stabilité. Ces services incluent la détermination des propriétés physiques, chimiques et microbiologiques des ingrédients, en plus de vérifier les ingrédients actifs des produits finis.
Services bioanalytiques	Aide les sociétés pharmaceutiques fabriquant des produits innovateurs et génériques ainsi que les sociétés biotechnologiques dans le développement de nouveaux produits pharmaceutiques en réalisant des études de biodisponibilité et de bioéquivalence lors d'études cliniques.
Laboratoires médicaux	Offre aux secteurs de la santé et pharmaceutique des services spécialisés de tests de laboratoire incluant le test de dépistage prénatal Prénatest ^{MD} . Cette division offre également des tests génétiques, des services pharmacogénétiques et d'identification humaine par ADN incluant l'analyse d'ADN médico-légale.

Faits saillants de la Société

Faits saillants opérationnels

- Restructuration de ses débetures en circulation, incluant l'extension des dates d'échéance et la modification de diverses autres conditions des débetures. Parmi les diverses modifications, les dates d'échéances de toutes les débetures ont été reportées au 8 novembre 2011 et l'intérêt dû aux termes des débetures au 30 juin 2011 a été reporté et payable en espèces le 1^{er} août 2011. En date du 14 novembre 2011, l'intérêt n'a pas été payé. En conséquence, la Société est en défaut selon les termes des débetures. L'intérêt dû aux termes des débetures après le 30 juin 2011 sera accumulé et ajouté au capital de celles-ci.
- Réorganisation des opérations de sa filiale, Warnex services analytiques inc., incluant la fermeture de ses laboratoires analytiques situés à Laval, Québec, et la consolidation de tous ses services analytiques à ses installations de Laboratoires Neopharm situées à Blainville, Québec. Cette restructuration a été complétée en septembre 2011.
- Obtention d'un financement du gouvernement fédéral pour l'analyse médico-légale d'ADN mitochondrial. Warnex services PRO-ADN, située à Thunder Bay, Ontario, a signé un accord de contribution avec le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches Canada (CNRC-PARI), afin de développer une méthode d'évaluation préliminaire pour l'analyse médico-légale d'ADN mitochondrial. En plus de services-conseils techniques et commerciaux, le CNRC-PARI contribuera jusqu'à 49 200 \$ pour les travaux de recherche et développement effectués par Warnex.
- Lancement de l'Indice PRO-ADN^{MD}, un nouveau service d'analyse d'ADN médico-légale. Warnex services PRO-ADN a signé une entente exclusive avec Sorenson Forensics, une société d'analyse d'ADN médico-légale basée à Salt Lake City, Utah, afin d'offrir ce nouveau service au Canada. L'Indice PRO-ADN^{MD} peut fournir d'importante information pour aider à orienter les enquêtes, particulièrement dans les dossiers qui n'ont pas de correspondance dans le CODIS (« Combined DNA Index System »).
- Obtention d'une certification par DEQAS pour l'analyse de la vitamine D. Warnex services bioanalytiques a participé au programme international « External Quality Assessment Scheme » (DEQAS) et a obtenu une certification par DEQAS pour l'analyse de la vitamine D (25-hydroxyvitamine D). Warnex utilise la chromatographie liquide à haute performance (HPLC)

combinée à la spectrométrie de masse (MS/MS) pour mesurer la 25-hydroxyvitamine D2 et la 25-hydroxyvitamine D3 dans le plasma sanguin humain.

- Lancement d'un nouveau site Internet : www.pca3.ca. Warnex laboratoires médicaux a lancé un nouveau site Internet pour son test PCA3 pour la détection du cancer de la prostate, disponible à travers le Canada. Le test PCA3 de Warnex est simple et non invasif, effectué sur un échantillon urinaire. Ce test informe le patient de son risque d'avoir un cancer de la prostate.

Événements postérieurs à la date de clôture

- Après la fin du trimestre, Warnex laboratoires médicaux a signé une entente de distribution exclusive avec deCODE Genetics, un chef de file dans le domaine de la génétique humaine, basé à Reykjavik, Islande, pour distribuer au Canada dix tests basés sur l'analyse d'ADN de deCODE Genetics pour évaluer le risque de développer certaines maladies communes.
- Après la fin du trimestre, la Société a annoncé qu'elle est actuellement avancée dans ses négociations en vue de reporter les dates d'échéance de toutes ses débetures convertibles en circulation qui sont échues, de modifier divers autres termes et conditions des débetures et d'obtenir un financement additionnel afin de couvrir les dépenses actuelles d'opérations ainsi que certains autres déboursés. La Société n'est pas en position financière de payer le capital et les intérêts dus sur les débetures, échéant toutes le 8 novembre 2011. La Société négocie également avec Persistence Capital Partners (« PCP »), le plus important actionnaire de la Société et un des détenteurs des débetures, en vue d'obtenir un financement additionnel, ainsi que de modifier diverses conditions et obtenir une lettre de tolérance pour certaines conditions d'une entente de soutien de crédit existante en vertu de laquelle PCP cautionne les obligations de la Société dans le cadre de son financement bancaire existant.

Bilan

- 13,1 millions \$ d'actif total et 0,1 million \$ de capitaux propres
- 0,1 million \$ d'investissement en immobilisations corporelles
- Espèces et quasi-espèces de 227 853 \$
- 1,1 million \$ utilisé de notre prêt bancaire à court terme de 1,25 million \$

États des résultats et du résultat global

- Revenus de 5,0 millions \$ en 2011 comparativement à 5,5 millions \$ en 2010. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les revenus étaient de 15,6 millions \$ (17,0 millions \$ en 2010).
- Perte nette de 0,7 million \$ comparativement à 28 436 \$ en 2010. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, la perte nette totalisait 1,6 million \$ (perte nette de 0,9 million \$ en 2010).
- Perte nette de 0,01 \$ par action (perte nette de 0,00 \$ par action en 2010). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, la perte nette totalisait 0,02 \$ par action (perte nette de 0,01 \$ par action en 2010)
- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA), tel que défini dans la section de performance financière de ce rapport, de 0,3 million \$ (0,6 million \$ en 2010). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, le BAIIA était de 0,5 million \$ (1,1 million \$ en 2010).

Objectifs de la direction

Notre but est d'améliorer la valeur pour nos actionnaires, en établissant des services de laboratoire pharmaceutique et médical solides et rentables. Les objectifs de 2011 sont présentés ci-après.

Objectifs de 2011

- Compléter la restructuration de nos débetures à long terme et renforcer notre bilan
- Atteindre la profitabilité en augmentant les revenus, en gérant les dépenses et en améliorant la productivité
- Augmenter les efforts en développement des affaires dans toutes les divisions afin d'augmenter les revenus et élargir nos marchés géographiques
- Évaluer de nouvelles opportunités d'affaires, incluant des acquisitions stratégiques, afin d'élargir notre gamme de services et d'augmenter notre masse critique de services de laboratoire

Performance financièreRésultats opérationnels pour les trois mois terminés le 30 septembre 2011 par rapport aux trois mois terminés le 30 septembre 2010

Le tableau suivant donne certaines données financières extraites des états financiers non audités :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	T3 2011 \$	T3 2010 ¹ \$	Écart \$	T3 2011 \$	T3 2010 ¹ \$	Écart \$
Analytiques	1 944 467	2 610 859	(666 392)	(397 479)	227 279	(624 758)
Bioanalytiques	1 769 734	1 562 157	207 577	567 142	335 795	231 347
Médicaux	1 208 449	1 303 094	(94 645)	220 912	280 593	(59 681)
Gestion	55 959	62 012	(6 053)	(1 111 330)	(872 103)	(239 227)
Total	4 978 609	5 538 122	(559 513)	(720 755)	28 436	(692 319)

¹Montants recalculés selon les IFRS.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, les revenus totalisaient 4 978 609 \$ (5 538 122 \$ en 2010), soit une baisse de 10 % par rapport à l'an dernier. La division de services bioanalytiques a généré une croissance des revenus de 13 %, tandis que les divisions de services analytiques et de laboratoires médicaux ont eu une baisse de 26 % et de 7 %, respectivement, par rapport à l'an dernier.

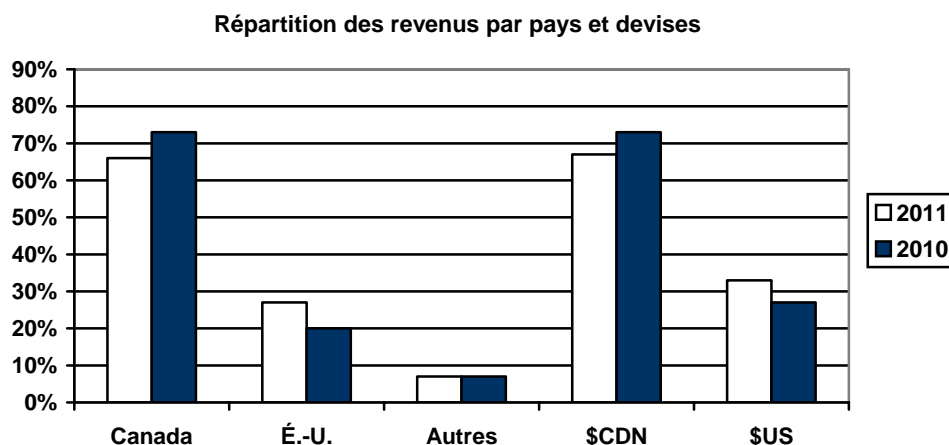
Les revenus de la division Services analytiques ont diminué de 26 %, passant de 2,6 millions \$ en 2010 à 1,9 million \$ en 2011. Cette baisse s'explique principalement par une réduction de volume provenant de clients majeurs au cours du trimestre. Le 15 juillet 2011, la Société a annoncé qu'elle réorganise les opérations de sa filiale, Warnex services analytiques inc. Dans le cadre de cette restructuration, Warnex a fermé les opérations de ses laboratoires analytiques situés à Laval et a consolidé tous ses services analytiques à ses installations de Laboratoires Neopharm situées à Blainville. Cette réorganisation reflète notre stratégie d'améliorer continuellement l'efficacité et réduire les coûts de nos opérations. En transférant toutes les opérations analytiques sous un toit, nous anticipons améliorer l'efficacité de nos opérations et offrir un meilleur service à nos clients. Cette réorganisation a été complétée en septembre 2011. La Société travaille à augmenter ses efforts en développement des affaires afin de renverser la tendance négative du chiffre d'affaires et d'augmenter nos revenus provenant de nos clients existants et de nouveaux clients.

Les revenus de la division Services bioanalytiques ont augmenté de 13 %, passant de 1,6 million \$ en 2010 à 1,8 million \$ en 2011. Cette augmentation est due principalement à l'exécution de projets plus complexes avec un prix d'analyse moyen plus élevé qu'au même trimestre l'an dernier. Nous continuons nos efforts en développement des affaires dans cette division afin d'augmenter nos revenus provenant de nos clients existants et de nouveaux clients.

Les revenus de la division Laboratoires médicaux ont diminué de 7 %, passant de 1,3 million \$ en 2010 à 1,2 million \$ en 2011. Les revenus du dépistage prénatal et des contrats pharmacogénétiques ont diminué de 2 % et 33 %, respectivement, alors que les revenus de diagnostics moléculaires et d'analyses médico-légales ont augmenté de 36 % et 20 %, respectivement, par rapport à l'an dernier.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les revenus étaient de 15 557 992 \$ (17 001 218 \$ en 2010).

Pour la période de neuf mois, la proportion des revenus générés par des clients canadiens a diminué à 66 % en 2011 comparativement à 73 % en 2010. La proportion des revenus générés par des clients américains a augmenté à 27 % en 2011 alors qu'elle était de 20 % en 2010 et la proportion provenant des autres clients étrangers est restée stable à 7 %. La proportion des revenus totaux générés en dollars américains est plus élevée que l'an dernier, soit 33 % en 2011 versus 27 % en 2010.



Le bénéfice brut pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011 totalisait 1 163 101 \$ ou 23 % des revenus (1 272 948 \$ ou 23 % des revenus en 2010). Le bénéfice brut pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011 totalisait 3 572 890 \$ ou 23 % des revenus comparativement à 3 819 796 \$ ou 23 % des revenus en 2010.

Les frais de ventes, généraux et administratifs, et de financement ainsi que les crédits d'impôts à la recherche et au développement se résument de la façon suivante :

	T3 2011	T3 2010¹	Écart
	\$	\$	\$
Frais de ventes	310 041	321 003	(10 962)
Frais généraux et administratifs	1 084 272	1 294 744	(210 472)
Frais de financement	291 233	287 697	3 536
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(162 422)	(473 235)	310 813
Total	1 523 124	1 430 209	92 915

¹Montants recalculés selon les IFRS.

Les frais de ventes totalisaient 310 041 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011 (321 003 \$ en 2010). La baisse s'explique principalement par moins de dépenses relatives à un consultant externe en développement des affaires au cours de la période comparativement à l'an dernier. Le pourcentage des frais de ventes en relation avec les revenus était semblable à l'an dernier à 6 %. Pour

la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les frais de ventes totalisaient 938 094 \$ (950 513 \$ en 2010). Le pourcentage des frais de ventes en relation avec les revenus était semblable à l'an dernier à 6 %.

Les frais généraux et administratifs totalisaient 1 084 272 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011 (1 294 744 \$ en 2010). La baisse de 210 472 \$ s'explique principalement par une réduction des dépenses salariales. Le pourcentage des frais généraux et d'administration en relation avec les revenus était moins élevée que l'an dernier à 21 % (23 % en 2010). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les frais généraux et administratifs totalisaient 3 557 265 \$ (3 803 665 \$ en 2010).

Les frais financiers ont augmenté de 3 536 \$, passant de 287 697 \$ au troisième trimestre de 2010 à 291 333 \$ au troisième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les frais financiers totalisaient 864 916 \$ (859 623 \$ en 2010).

Les crédits d'impôts de recherche et développement ont diminué de 310 813 \$, passant de 473 235 \$ en 2010 à 162 422 \$ en 2011. La baisse s'explique principalement par les frais de recherche et développement cotisés en 2010 qui excédaient les montants provisionnés en 2010. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, les crédits d'impôts de recherche et développement totalisaient 411 422 \$ (799 235 \$ en 2010).

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, la perte nette totalisait 720 755 \$ ou 0,01 \$ par action (perte nette de 28 436 \$ ou 0,00 \$ par action en 2010). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, la perte nette totalisait 1 622 417 \$ ou 0,02 \$ par action (perte nette de 922 188 \$ ou 0,01 \$ par action en 2010).

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, la Société avait un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) de 290 275 \$ comparativement à 571 411 \$ en 2010, soit une baisse de 281 136 \$. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, le BAIIA était de 530 497 \$ (1 105 744 \$ en 2010), soit une baisse de 575 247 \$. Cette baisse est principalement due aux montants de revenus et de bénéfices bruts moins élevés en 2011 par rapport à 2010.

Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS et n'a aucune signification normalisée préconisée par les IFRS et, par conséquent, elle est peu susceptible d'être comparée à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour la période analysée, elle est calculée de la façon suivante :

	T3 2011	T3 2010¹	Écart
	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette)	(720 755)	(28 436)	(692 319)
Perte (gain) sur change non réalisé sur débetures	360 732	(128 825)	489 557
Perte (gain) sur change non réalisée sur les éléments du fonds de roulement	14 159	44 209	(30 050)
Revenus d'intérêts	(617)	(2 757)	2 140
Frais de financement	291 233	287 697	3 536
Amortissements	345 523	399 482	(53 959)
Rémunération fondée sur des actions	-	41	(41)
BAIIA	290 275	571 411	(281 136)

¹Montants recalculés selon les IFRS.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2011, il est calculé de la façon suivante :

	2011	2010¹	Écart
	\$	\$	\$
Perte nette	(1 622 417)	(922 188)	(700 729)
Perte (gain) sur change non réalisé sur débetures	246 454	(72 582)	319 036
Perte (gain) sur change non réalisée sur les éléments du fonds de roulement	16 962	28 132	(11 170)
Revenus d'intérêts	(4 554)	(5 728)	1 174
Frais de financement	864 916	859 623	5 293
Amortissements	1 029 136	1 187 234	(158 098)
Rémunération fondée sur des actions	-	31 253	(31 253)
BAIIA	530 497	1 105 744	(575 247)

¹Montants recalculés selon les IFRS.

Bilan

Le bilan de la Société au 30 septembre 2011 présente 13,1 millions \$ d'actif total (13,8 millions \$ en décembre 2010), 7,4 millions \$ de fonds de roulement négatif (6,7 millions \$ de fonds de roulement négatif en décembre 2010), 0,8 million \$ d'avoir des actionnaires (2,4 millions \$ en décembre 2010), 228 mille \$ d'encaisse (244 mille \$ en décembre 2010) de même que 1,1 million \$ d'emprunt bancaire (0,6 million \$ en décembre 2010). En 2011, la Société a également investi 0,1 million \$ en immobilisations corporelles (0,1 million \$ en décembre 2010) et 18 mille \$ en logiciels (65 mille \$ en décembre 2010).

Résultats trimestriels sommaires

Les tableaux suivants présentent certains extraits des états des résultats trimestriels :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	2011	2010 ¹	2009 ²	2011	2010 ¹	2009 ²
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
T1	5 828 170	5 090 670	7 557 655	(67 814)	(896 424)	1 102 757
T2	4 751 213	6 372 426	5 421 474	(833 848)	2 672	(346 660)
T3	4 978 609	5 538 122	4 656 405	(720 755)	(28 436)	(782 797)
T4		5 249 572	6 011 453		(813 586)	(137 548)
Total		22 250 790	23 646 987		(1 735 774)	(164 248)

¹Montants recalculés selon les IFRS.

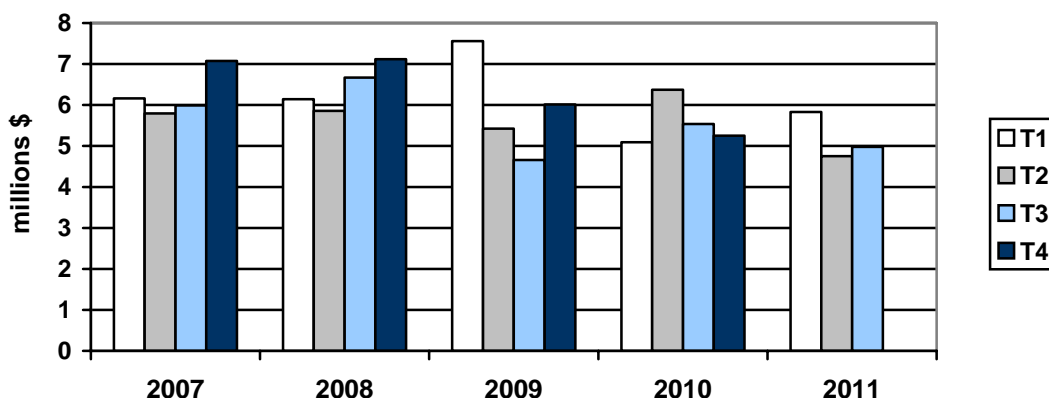
²Montants préparés selon les PCGR canadiens et non recalculés selon les IFRS.

	Bénéfice net (perte nette) par action			Bénéfice net (perte nette) dilué par action		
	2011 \$	2010 ¹ \$	2009 ² \$	2011 \$	2010 ¹ \$	2009 ² \$
T1	0.00	(0.01)	0.02	0.00	(0.01)	0.01
T2	(0.01)	0.00	(0.01)	(0.01)	0.00	(0.01)
T3	(0.01)	0.00	(0.01)	(0.01)	0.00	0.00
T4		(0.01)	0.00		(0.01)	0.00
Total		(0.02)	0.00		(0.02)	0.00

¹Montants recalculés selon les IFRS.

²Montants préparés selon les PCGR canadiens et non recalculés selon les IFRS.

Revenus par trimestre



Liquidités et ressources en capital

Les activités commerciales des divisions de services de Warnex ont été financées par leurs propres fonds autogénérés, des crédits d'impôt à l'investissement, l'utilisation de facilités de crédits bancaires, de débetures et des contrats de location-acquisition avec des fournisseurs d'équipements.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débetures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débetures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débetures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En 2008, la Société a émis 12 343 316 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion de débetures.

En juin 2008, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 15 000 \$ en 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

La Société a signé une entente avec le Mouvement des caisses Desjardins pour des services financiers et bancaires, tel qu'annoncé le 6 mai 2008. Dans le cadre de cette entente, Warnex a obtenu un financement totalisant 4 millions \$, incluant une ligne de crédit renouvelable de 2 millions \$ et une dette à terme de 2 millions \$. En juin 2009, la Société a obtenu un nouveau financement à terme de 350 000 \$, qui a été utilisé lors de l'acquisition de Molecular World Inc.

En juin 2009, la Société a renouvelé son entente de financement qui a demeuré inchangé sauf pour les clauses restrictives financières.

En décembre 2010, la Société a renouvelé son entente de financement qui est demeurée inchangée à l'exception du montant autorisé du crédit d'exploitation. Au 1^{er} décembre 2010, le montant autorisé a été réduit de 2 000 000 \$ à 1 250 000 \$ et au 31 janvier 2011, le montant autorisé a été diminué à 1 000 000 \$.

En avril 2011, la Société a conclu une entente de soutien de crédit avec Persistence Capital Partners (le « garant »), un des détenteurs de débentures, en vue de garantir les obligations de la Société auprès de sa banque. L'entente apporte une plus grande flexibilité à la Société quant à ses ententes de financement existantes décrites à la note 10 des états financiers. En outre, la marge de crédit d'exploitation disponible de la Société a été augmentée à 1 250 000 \$.

Le 28 juin 2011, Warnex a annoncé que les détenteurs de deux de ses débentures en circulation ont reporté les dates d'échéances de leurs débentures. Cette extension a été accordée dans le cadre d'une plus large négociation de Warnex avec ses détenteurs de débentures pour la restructuration d'environ 6,1 millions \$ CA de débentures en circulation. Conséquemment, toutes les débentures de Warnex en circulation, totalisant environ 6,1 millions \$ CA, avaient des dates d'échéance entre le 5 juillet 2011 et le 9 juillet 2011.

Le 6 juillet 2011, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un accord de principe avec les détenteurs de toutes ses débentures en circulation en vue de reporter la date d'échéance et de modifier diverses autres conditions de leurs débentures. Parmi les diverses modifications, la date d'échéance de toutes les débentures serait reportée au 8 novembre 2011, tout intérêt dû aux termes des débentures au 30 juin 2011 serait reporté et prévu être payé en espèces le 1^{er} août 2011 et tout intérêt dû aux termes des débentures après le 30 juin 2011 serait accumulé et ajouté au capital de celles-ci. En date du 14 novembre 2011, l'intérêt n'a toujours pas été payé. En conséquence, la Société est en défaut selon les termes des débentures.

Le 18 août 2011, la Société a annoncé la clôture d'une entente avec tous les porteurs de ses débentures en circulation pour reporter les dates d'échéance et modifier diverses autres conditions.

Conformément à l'entente qui a été conclue avec chacun des porteurs de débentures, les principales modifications apportées aux débentures sont les suivantes :

- Les dates d'échéance de toutes les débentures ont été reportées au 8 novembre 2011, avec une option pour un autre report au 13 décembre 2011 au plus tard si certains événements se produisent et avec l'accord des parties;
- L'intérêt dû aux termes des débentures au 30 juin 2011 a été reporté et payable en espèces le 1^{er} août 2011. En date du 14 novembre 2011, l'intérêt n'a toujours pas été payé;

- L'intérêt dû aux termes des débetures après le 30 juin 2011 est accumulé et ajouté au capital de celles-ci;
- Au gré du porteur, (i) le capital des débetures sera convertible en actions ordinaires de Warnex au prix de 0,06 \$ ou, s'il est moins élevé, au cours des actions ordinaires au moment de la conversion et (ii) l'intérêt accumulé dû aux termes des débetures sera convertible en actions ordinaires au cours des actions ordinaires au moment de la conversion;
- Les débetures sont garanties par une charge grevant tous les biens et les actifs de Warnex et de ses filiales.

Au 30 septembre 2011, la Société ne respecte pas les clauses restrictives stipulées dans l'entente de soutien de crédit.

En date du 8 novembre 2011, la Société est en défaut selon les termes de toutes ses débetures en circulation.

Après la fin du trimestre, la Société a annoncé qu'elle est actuellement avancée dans ses négociations en vue de reporter les dates d'échéance de toutes ses débetures convertibles en circulation qui sont échues, de modifier divers autres termes et conditions des débetures et d'obtenir un financement additionnel afin de couvrir les dépenses actuelles d'opérations ainsi que certains autres déboursés. La Société n'est pas en position financière de payer le capital et les intérêts dus sur les débetures, échéant toutes le 8 novembre 2011. La Société négocie également avec Persistence Capital Partners (« PCP »), le plus important actionnaire de la Société et un des détenteurs des débetures, en vue d'obtenir un financement additionnel, ainsi que de modifier diverses conditions et obtenir une lettre de tolérance pour certaines conditions d'une entente de soutien de crédit existante en vertu de laquelle PCP cautionne les obligations de la Société dans le cadre de son financement bancaire existant.

Avec la restructuration de notre bilan, la Société a l'intention de poursuivre son plan d'affaires et de financer sa croissance anticipée avec ses fonds autogénérés. La Société pourrait avoir besoin de capital additionnel si sa croissance est plus rapide que prévue ou si la Société procède à des acquisitions.

Le Conseil d'administration de Warnex a mis en oeuvre une politique d'investissement régissant les activités d'investissement de nos fonds. La Société investit, s'il y a lieu, uniquement dans des titres liquides de première qualité, ayant des dates d'échéance variées. Au 30 septembre 2011, la Société avait 228 mille \$ en encaisse (244 mille \$ en décembre 2010) et avait utilisé 1,1 million \$ de son emprunt bancaire (0,6 million \$ en décembre 2010). La Société n'investi pas dans les papiers commerciaux adossés à des actifs. Le tableau suivant présente les obligations contractuelles des cinq prochaines années :

Paiements échus selon la période	Moins d'un an \$	1 - 3 ans \$	4 - 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dette à long terme ⁽¹⁾	93 366	-	-	-
Bail – location-financement	60 970	-	-	-
Bail – location simple ⁽²⁾	743 073	1 519 094	1 439 566	945 443
Obligations d'achat	69 764	30 000	15 000	-
Débetures convertibles ⁽³⁾	6 603 485	-	-	-
Total	7 570 658	1 549 094	1 454 566	945 443

Note 1: Au 30 septembre 2011, la Société ne respecte pas certaines clauses restrictives de l'entente avec son garant.

Note 2: Bail – location-exploitation de plus de 5 ans inclut majoritairement le paiement des contrats de location d'immeubles jusqu'en 2018.

Note 3: Les débetures convertibles peuvent être converties en actions ordinaires de Warnex à leur échéance ou avant.

Note 4: La Société n'a pas souscrit à du financement hors bilan.

Opérations entre parties liées

Au cours de la période, la Société a réalisé les transactions suivantes :

- i) La Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 9 000 \$ (9 000 \$ en 2010) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus reliés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.
- ii) La Société a comptabilisé 30 385 \$ (néant \$ en 2010) à un investisseur institutionnel des frais de garantie et de mise en attente reliés à l'entente de soutien de crédit. De plus, la Société a encouru des frais au montant de 40 000 \$ pour mettre en place la garantie.

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les directeurs indépendants du Conseil d'administration.

Estimations comptables et jugements importants

Les principales conventions comptables de la Société selon les IFRS sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires. Pour dresser les états financiers consolidés en conformité avec les IFRS, la direction doit porter des jugements et recourir à des estimations qui affectent les montants rapportés dans les états financiers consolidés ainsi que dans les notes afférentes à ces derniers. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues sur une base régulière et sont fondées sur l'expérience historique et sur d'autres facteurs, comme la probabilité d'événements futurs que l'on juge raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les estimations comptables importantes sont abordées ci-dessous.

Provision pour créances douteuses

La Société procède à des évaluations quant à savoir si les débiteurs sont recouvrables auprès des clients. En conséquence, la direction établit une provision pour pertes estimées découlant du non-paiement, en tenant compte de la solvabilité des clients, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée. Si les recouvrements futurs diffèrent de ces estimations, les résultats futurs sont affectés.

Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir

La direction a fait un certain nombre d'estimations et d'hypothèses pour déterminer les dépenses admissibles à la demande de crédit d'impôt à l'investissement. Il est possible que le montant autorisé de la demande de crédit d'impôt à l'investissement soit significativement différent du montant comptabilisé, après l'évaluation par les autorités fiscales.

Impôts sur le résultat

Pour la comptabilisation d'actifs d'impôts différés résultant du report en avant de pertes fiscales inutilisées, la Société estime le bénéfice imposable qui sera disponible sur lequel les pertes fiscales non utilisées pourront être utilisées.

Estimation des impôts différés

La comptabilisation des actifs et des passifs d'impôts différés nécessite que soit posée une série d'hypothèses. Par exemple, la Société doit estimer le moment de la contrepassation de différences temporelles ou s'il est probable que les différences temporelles ne seront pas contrepassées dans un avenir prévisible ou les taux d'imposition qui devraient s'appliquer à la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

En ce qui concerne les actifs d'impôts différés, leur réalisation dépend en fin de compte de la disponibilité de bénéfices imposables à l'avenir. Il faut comptabiliser les actifs d'impôts différés quand il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles et s'il est probable que la Société fera des bénéfices imposables suffisants, dans les exercices futurs, pour bénéficier d'une réduction des paiements d'impôt.

Pour cela, la Société doit faire des hypothèses, dans le cadre de ses activités de planification fiscale générale, et réévaluer périodiquement ces hypothèses afin qu'elles correspondent à l'évolution des circonstances et de la réglementation fiscale. En outre, l'évaluation d'un actif ou d'un passif d'impôts différés devrait refléter la façon dont l'entité s'attend à recouvrer la valeur comptable de l'actif ou à régler le passif.

Dépréciation du goodwill

Pour déterminer si le goodwill est déprécié, il faut estimer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté. Le calcul de la valeur d'utilité nécessite que la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie et un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

Voici ci-dessous les jugements critiques que la direction a portés dans le processus de l'application des conventions comptables de la Société et qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés :

Constataion des produits

La Société utilise la méthode du pourcentage d'achèvement pour ses produits d'analyse provenant des services analytiques et bioanalytiques et pour ses produits de projet provenant de ses services analytiques et de laboratoire médical. L'utilisation de la méthode du pourcentage d'achèvement nécessite que la direction estime les services rendus jusqu'à présent en proportion du total des services à effectuer.

Modifications futures de conventions comptables

Certaines nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes existantes ont été publiées par l'IASB ou l'IFRIC qui sont obligatoires pour les périodes comptables commençant après le 1^{er} janvier 2012.

L'IFRS 9, Instruments financiers, a été publié par l'IASB le 12 novembre 2009 et remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). L'IFRS 9 prévoit une seule méthode pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, laquelle remplace les multiples règles prévues dans l'IAS 39. La méthode prescrite par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers compte tenu de son modèle économique et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés aux actifs financiers. La nouvelle norme prévoit également une seule méthode de calcul de la dépréciation qui remplace les multiples méthodes prévues dans l'IAS 39. L'IFRS 9 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

L'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, a été publié par l'IASB le 7 octobre 2010 et contient des modifications à la version actuelle de l'IFRS 7. Les modifications à l'IFRS 7 augmentent la quantité d'information à fournir sur les transferts d'actifs financiers. La version modifiée de l'IFRS 7 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications à l'IFRS 7 sur ses états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues de faire la transition des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») aux fins de la présentation de l'information financière annuelle et intermédiaire des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, et d'inclure des informations comparatives. À partir de ce rapport trimestriel, nous préparons les états financiers consolidés intermédiaires non audités en conformité avec les IFRS, incluant les montants comparatifs pour 2010. La Société a convergé aux IFRS au 1^{er} janvier 2011. Veuillez vous référer aux notes 2, 3 et 4

des états financiers consolidés intermédiaires non audités de 2011 de la Société pour une discussion détaillée relatives aux principales méthodes comptables et l'impact de la transition aux IFRS.

La Société n'a pas eu de conséquences importantes sur ses activités commerciales ni de modifications importantes à son contrôle interne à l'égard de l'information financière en raison de la transition aux IFRS. La Société n'a pas apporté de modifications significatives à ses systèmes d'informations en raison de cette transition.

Informations concernant le capital

L'objectif de la Société, en matière de gestion du capital, est de maintenir les liquidités nécessaires pour appuyer les activités prévues, qui comprennent la prestation de services analytiques, de services bioanalytiques et de services de laboratoire médical. La Société inclut les capitaux propres, la trésorerie, les placements à court terme et la dette à long terme dans la définition du capital. La Société a actuellement une dette envers les comptes fournisseurs, la banque et les détenteurs de dette à long terme et de débetures.

L'objectif de la Société, en matière de gestion du capital, est également de maintenir une marge de manœuvre financière adéquate de façon à préserver sa capacité de respecter ses obligations financières, et notamment d'effectuer ses versements sur sa dette. La Société a entrepris d'analyser ses besoins de trésorerie et d'examiner les différentes solutions possibles entre sa structure actuelle de débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou d'autres stratégies.

Pour gérer son capital, la Société estime ses besoins de trésorerie futurs en préparant chaque année un budget et un plan pluriannuel, soumis à l'examen et à l'approbation du conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts liés à ces activités. Le plan pluriannuel estime les activités futures, avec les besoins de trésorerie potentiels, et est fondé sur l'évaluation par la Société de ses services actuels et des résultats attendus des activités de l'année à venir. Les écarts entre les chiffres réels et le budget sont établis mensuellement et examinés par la direction de la Société, et sont présentés chaque trimestre au Conseil d'administration.

Traditionnellement, le plan de la Société est principalement financé par l'émission d'actions ordinaires supplémentaires, de bons de souscription qui sont par la suite convertis en actions ordinaires, de placements privés auprès de diverses institutions et par l'émission de divers instruments de dette. La direction surveille régulièrement les marchés des capitaux pour tenter de choisir le moment opportun pour l'émission de capitaux propres supplémentaires compte tenu des progrès de la Société dans le cadre de ses programmes, de la conjoncture générale et de la disponibilité des capitaux. Rien ne garantit que la Société pourra disposer de fonds quand elle en aura besoin.

Nombre d'actions en circulation

En date de ce rapport, le nombre d'actions en circulation émis et pleinement dilué était :

	Émis	Pleinement dilué
Actions ordinaires émises en circulation	67 117 191	67 117 191
Options accordées	1 852 711	1 852 711
Bons de souscription ⁽¹⁾	2 000 000	2 000 000
Débetures convertibles ⁽²⁾	1 500 000 \$	58 871 229
Débetures convertibles américaines ⁽²⁾	4 206 341 \$US	129 799 771
Total		259 640 902

Note 1 : 2 000 000 bons de souscription expirent en octobre 2011.

Note 2 : Le taux de conversion des débetures est le prix le moins élevé entre 0,06 \$ et une formule spécifique basée sur le prix du marché au moment de la conversion.

Le 12 juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires de Warnex pour l'acquisition de Molecular World Inc.

Le 25 juin 2009, des bons de souscription de 392 746 actions ont expiré.

Le 25 juin 2011, des bons de souscription de 1 570 983 actions ont expiré.

Le 24 octobre 2011, des bons de souscription de 2 000 000 actions ont expiré.

Présentation de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information financière

Nos contrôles et procédures de communication de l'information financière sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative que la Société doit présenter est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation en valeurs mobilières, notamment les contrôles et procédures conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction, y compris au président et chef de la direction ainsi qu'au chef de la direction financière, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Au 30 septembre 2011, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information financière a été effectuée sous la supervision de la direction, incluant le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, et avec sa participation, conformément au Règlement 52-109. En fonction de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information financière étaient efficaces au 30 septembre 2011.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 30 septembre 2011, la direction de la Société a évalué la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon la définition donnée en vertu du Règlement 52-109 et a conclu, en fonction de cette évaluation, que la conception et le fonctionnement de certains aspects du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'étaient pas efficaces. Les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à des modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de 2011. La direction a identifié les faiblesses importantes suivantes :

- Contrôles au niveau de l'entité

La Société n'a pas maintenu un environnement de contrôle complètement efficace tel que défini conformément au cadre de contrôle du COSO. Plus précisément, nous n'avons pas de manuels complets de procédures afin de communiquer clairement les rôles et responsabilités de la direction et des employés en ce qui a trait au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie sur des contrôles automatisés se rapportant principalement à la mise en œuvre d'un nouveau système comptable, de même que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité d'audit. Ces procédures ont été effectuées en 2011.

- Contrôles généraux des technologies de l'information

La Société n'a pas adéquatement maintenu de contrôle efficace visant à s'assurer que les bandes de sauvegarde font l'objet de tests périodiques pour vérifier leur exactitude. De plus, il n'existe pas de plan stratégique des technologies de l'information ni de plan de continuité de l'exploitation, et il n'y a pas non plus de révision périodique des journaux de sécurité relativement aux ouvertures de session non réussies. En outre, la Société n'a pas adéquatement maintenu des contrôles efficaces relativement au développement et à la modification de programmes. Afin d'atténuer ce risque, la Société s'appuie sur l'expertise du directeur des technologies d'information ainsi que sur celle de ses employés.

- Processus d'information financière de fin de période

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces visant à s'assurer que certains soldes de comptes qui nécessitent des estimations comptables sont passés en revue par une personne autre que l'auteur. La Société consulte son auditeur externe au besoin.

- Impôts sur les bénéfices

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces sur l'enregistrement des impôts à payer et de la charge d'impôts. Actuellement, la Société s'appuie sur son auditeur externe afin de s'assurer de l'exactitude des éléments susmentionnés.

- Séparation des tâches

La Société présentait des contrôles déficients en ce qui a trait à la séparation des tâches au sein de ses services de comptabilité, de la paie, et des finances en raison de sa taille. Plus précisément, en raison du nombre restreint d'effectifs au sein de ces services, certains employés des finances cumulent des tâches incompatibles qui permettent la création, la révision et le traitement de certaines données financières sans qu'elles ne soient revues ou autorisées de manière indépendante.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie sur des contrôles automatisés se rapportant principalement à la mise en œuvre d'un nouveau système comptable, de même que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité d'audit. Ces procédures ont été effectuées en 2011.

Corrections des faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Après le 30 septembre 2011, nous avons commencé à prendre les mesures suivantes, ou nous avons planifié de le faire, afin de remédier aux faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière identifiées au 30 septembre 2011. La direction et le Comité d'audit sont engagés activement afin de prendre des mesures à l'égard des déficiences identifiées, notamment la supervision de la mise en œuvre par la direction des mesures correctives décrites ci-dessous.

▪ Contrôles au niveau de l'entité

Nous continuerons à finaliser et distribuerons des manuels de procédures qui exposeront les rôles et les responsabilités de la direction et des employés.

▪ Contrôles généraux des technologies de l'information

Nous mettrons en œuvre des politiques et des procédures améliorées relativement aux technologies de l'information, notamment en ce qui a trait à la gestion des changements au système, au développement de programmes, à la modification de programmes, au fonctionnement des TI et aux services de surveillance connexes. Nous établirons et mettrons en œuvre un plan stratégique global des technologies de l'information et un plan de continuité de l'exploitation.

Au début de 2009, la direction a administré la mise en œuvre d'un nouveau système comptable. Ce nouveau système a permis d'instaurer des contrôles automatisés dans le processus comptable et de remplacer certains contrôles manuels sur lesquels la direction devait s'appuyer. Cette étape importante a permis d'assurer un suivi plus rigoureux des contrôles à l'égard de l'accès au système comptable.

▪ Processus d'information financière de fin de période

Nous continuerons à mettre au point des contrôles du processus d'information financière de fin de période lorsque cela est possible. À mesure que la Société prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes travaillant au processus de fin de période et augmenter le niveau de connaissances en comptabilité. En 2010, nous avons ajouté un employé temporaire au service de la comptabilité et nous avons maintenu ce poste en 2011.

Depuis 2009, le nouveau système comptable a permis d'améliorer le processus d'information financière de fin de période grâce au remplacement de certaines procédures manuelles par des procédures automatisées. Nous avons instauré de nouveaux contrôles visant notamment à restreindre aux membres du personnel appropriés l'accès à certaines feuilles de calcul comptables, mis en œuvre une liste de contrôle sur l'information à fournir visant à assurer la conformité aux IFRS, et mis en œuvre un processus visant à faire en sorte que les écritures de journal de consolidation et les écritures de journal complexes sont passées en revue par une personne autre que l'auteur.

▪ Impôts sur les bénéfices

Nous continuerons à consulter régulièrement nos experts-conseils externes afin d'obtenir des conseils en matière de fiscalité. À mesure que la Société prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes du service de comptabilité et d'augmenter le niveau de connaissances en fiscalité.

▪ Séparation des tâches inadéquate

Nous continuerons à utiliser des mesures appropriées afin de restreindre l'accès ou de surveiller de façon indépendante les accès aux systèmes et à assigner correctement les rôles et responsabilités aux employés afin d'assurer une séparation des tâches adéquate lorsque cela est possible. À mesure que la Société prendra de l'expansion, nous augmenterons le nombre de personnes travaillant à la comptabilité. En 2010, nous avons ajouté un employé temporaire au service de la comptabilité et nous avons maintenu ce poste en 2011.

La direction est consciente que certaines des faiblesses identifiées ci-dessus sont inhérentes à une entreprise de notre taille. Néanmoins, nous croyons à l'établissement de contrôles et procédures de communication de l'information financière et de contrôle interne à l'égard de l'information financière rigoureux et nous nous engageons à le faire. Il faudra du temps pour mettre en place les contrôles et les procédures rigoureux que souhaitent notre direction et notre Conseil d'administration; il ne nous est pas possible pour le moment d'estimer les délais nécessaires à la mise en place des étapes décrites ci-dessus. La direction continuera à évaluer la conception de notre environnement global de contrôle et à perfectionner les contrôles existants, selon que la direction, en collaboration avec le Comité d'audit du Conseil d'administration, le chef de la direction et le chef de la direction financière, le juge nécessaire. Encore une fois, les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à des modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice 2011.

Outre les efforts de correction discutés ci-dessus et la mise en œuvre du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière, il n'y a pas eu de changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice 2011 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction, incluant le chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, a discuté en détail de ces questions et des mesures correctives nécessaires avec le Comité d'audit du Conseil d'administration.

La Société présentera l'évolution récente des mesures correctives dans ses rapports de gestion trimestriels et annuel.

Risques et incertitudes

Ressources financières

Le bilan de la Société montre présentement un fonds de roulement négatif dû au fait que les débentures viennent à échéance au cours de la période courante. La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité de négocier de nouveaux termes de financement avec les détenteurs de débentures et de s'entendre sur des ratios acceptables relatifs à ses facilités de crédit ou de trouver des alternatives de financement pour acquitter les dettes venant à échéance en 2011.

Il est impossible de garantir la disponibilité de ressources financières additionnelles ou que ces ressources lui seront rendues disponibles à des conditions acceptables. Nos besoins de liquidités pourraient varier de manière importante selon de nombreux facteurs, y compris les changements dans le nombre de clients et le volume de travail commandé dans nos divisions de service.

Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement. La Société cherche présentement des alternatives pour refinancer ou rembourser les débentures.

Clients et partenaires importants

Les deux plus gros clients de Warnex services analytiques représentent 29 % des revenus pour l'année 2010 (37 % en 2009). Ces clients demeurent les plus importants clients de Warnex services analytiques dans chacun de ses sites depuis plusieurs années et nous considérons que nos relations avec ceux-ci sont bonnes. Les quatre plus gros clients de Warnex services bioanalytiques représentent 54 % des revenus pour l'année 2010 (3 clients pour 53 % en 2009); nous considérons que nos relations avec ces clients sont bonnes. La perte de l'un ou l'autre de ces clients pourrait affecter de manière importante nos résultats financiers.

Risques relatifs au crédit

Les instruments financiers, qui assujettissent potentiellement Warnex à des concentrations de risques de crédit, consistent essentiellement d'espèces, de quasi-espèces et de comptes à recevoir. Les espèces et les quasi-espèces sont maintenues auprès d'institutions financières ayant une cote de crédit élevée. En conséquence, la direction considère que le risque de non performance relatif aux espèces et aux quasi-espèces est minimal. La Société, dans le cours normal de ses affaires, surveille la situation financière de ses clients et révisé l'expérience de crédit de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

Risque relié aux devises étrangères

La Société réalise une partie de ses revenus en dollars américains et en Euros et certains de ses achats et paiements d'intérêts sur les débetures en dollars américains. En conséquence, elle est exposée aux risques de change reliés aux devises étrangères.

Réglementation gouvernementale

La fourniture par Warnex de ses services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical, est régie par plusieurs lois et règlements. L'objet de ces règles inclut les Bonnes pratiques de laboratoire (GLP), les Bonnes pratiques de fabrication (GMP), la Direction des produits thérapeutiques (TPD) et d'autres standards et permis requis pour l'opération de ses laboratoires. Des constats de non-conformité importante à ces règles, ou des modifications importantes aux règles régissant les activités de Warnex, pourraient affecter la capacité ou les conditions selon lesquelles la Société effectue ses services et pourraient affecter négativement ses résultats.

Installations de laboratoire

Dans le cadre de la fourniture de ses services, la Société dépend sur ses installations de laboratoire pleinement fonctionnelles et adéquatement validées. Si ces systèmes venaient à manquer, ou si un désastre s'y abattait, la capacité de la Société de rendre ses services en serait négativement impactée, ce qui affecterait la génération de revenus. La Société n'a pas présentement de solution de rechange pour tous les équipements qu'elle utilise afin de rendre ses services. En conséquence, si un événement imprévu tel que décrit plus haut devait se produire, nos résultats pourraient en être affectés de manière importante.

Volatilité du cours des actions

Le cours des actions de Warnex est sujet à la volatilité du marché. Des écarts entre les résultats financiers et scientifiques réels comparés aux attentes des actionnaires et des analystes financiers qui suivent nos activités, peuvent avoir un impact significatif sur le cours des actions de Warnex. De plus, les actions de Warnex, de d'autres compagnies de sciences de la vie et du marché boursier en général ont été sujets à des fluctuations, ce qui était indépendant des opérations ou des résultats de la Société. Il n'y a aucune garantie que le prix du marché des actions de Warnex sera protégé contre de telles fluctuations à l'avenir.

Employés

Le succès continu de Warnex dépend de la performance et de la rétention de certains employés-clés. La perte de n'importe quel de ces individus pourrait avoir un impact négatif important sur les affaires de la Société. Nous sommes d'avis que notre succès repose, en partie, sur notre capacité de continuer à recruter et à retenir ces employés compétents.

Fournisseurs

Warnex dépend de tierces parties pour la fourniture de certains réactifs spécialisés. Bien que Warnex recherche des sources d'approvisionnement alternatives, Warnex pourrait ne pas être en mesure de s'approvisionner en réactifs et en équipements auprès de ces tierces parties, les réactifs et les équipements pourraient ne pas rencontrer nos spécifications, les prix coûtants auxquels ces produits sont achetés pourraient augmenter ou Warnex pourrait ne pas être en mesure de trouver des sources d'approvisionnement alternatives dans un délai raisonnable. Warnex pourrait ne plus être en mesure de commercialiser certains de ses services si l'un de ces facteurs se matérialisait, ce qui affecterait négativement nos résultats.

Perspectives

Nous prévoyons générer un BAIIA positif, tel que défini dans la section de performance financière, et nous anticipons renforcer notre bilan.

Signé au nom de la direction, ce 14^e jour de novembre 2011.



Mark Busgang
Président et chef de la direction



François Jetté, CA
Chef de la direction financière

Bilans consolidés intermédiaires (non audités)

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	227 853	244 456	894 031
Clients et autres débiteurs (note 5)	3 345 666	3 478 299	3 593 390
Travaux en cours	459 326	328 289	531 142
Stocks (note 6)	419 162	355 132	177 027
Frais payés d'avance	439 389	293 636	388 502
	4 891 396	4 699 812	5 584 092
Actifs non courants			
Actif d'impôt différé (note 15)	1 221 000	1 221 000	1 221 000
Immobilisations corporelles (note 7)	5 741 414	6 569 217	7 868 974
Immobilisations incorporelles (note 8)	351 490	407 185	382 145
Goodwill (note 9)	937 695	937 695	937 695
	13 142 995	13 834 909	15 993 906
Passifs			
Passifs courants			
Prêt bancaire (note 10)	1 080 000	580 000	-
Fournisseurs et autres créditeurs	3 309 956	2 899 115	3 008 594
Provisions (note 11)	110 853	-	-
Revenus différés	1 074 005	921 532	411 599
Portion courante de la dette à long terme (note 12)	153 470	894 716	1 800 372
Portion courante de la composante du passif des débetures (note 13)	6 603 485	6 100 181	-
	12 331 769	11 395 544	5 220 565
Passifs non courants			
Dette à long terme (note 12)	-	5 722	447 661
Composante du passif des débetures (note 13)	-	-	6 187 516
	12 331 769	11 401 266	11 855 742
Capitaux propres			
Capital-actions (note 14)	40 981 049	40 981 049	40 981 049
Autres réserves	2 803 559	2 803 559	2 772 306
Déficit	(42 973 382)	(41 350 965)	(39 615 191)
	811 226	2 433 643	4 138 164
	13 142 995	13 834 909	15 993 906

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres intermédiaires (non audités)

	Autres réserves					Déficit \$	Total \$
	Capital- actions \$	Composante des capitaux propres des déventures \$	Rémunération fondée sur des actions \$	Autres \$	Total autres réserves \$		
Solde au 31 décembre 2010	40 981 049	1 734 404	1 028 149	41 006	2 803 559	(41 350 965)	2 433 643
Rémunération fondée sur des actions (note 14)	-	-	-	-	-	-	-
Perte nette et globale	-	-	-	-	-	(1 622 417)	(1 622 417)
Solde au 30 septembre 2011	40 981 049	1 734 404	1 028 149	41 006	2 803 559	(42 973 382)	811 226
Solde au 1 janvier 2010	40 981 049	1 734 404	996 896	41 006	2 772 306	(39 615 191)	4 138 164
Rémunération fondée sur des actions (note 14)	-	-	31 253	-	31 253	-	31 253
Perte nette et globale	-	-	-	-	-	(922 188)	(922 188)
Solde au 30 septembre 2010	40 981 049	1 734 404	1 028 149	41 006	2 803 559	(40 537 379)	(3 247 229)

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des résultats et du résultat global intermédiaires (non audités)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$
Produits	4 978 609	5 538 122	15 557 992	17 001 218
Coût des ventes (note 19)	3 815 508	4 265 174	11 985 102	13 181 422
Bénéfice brut	1 163 101	1 272 948	3 572 890	3 819 796
Frais d'exploitation				
Frais de vente (note 19)	310 041	321 003	938 094	950 513
Frais généraux et administratifs (note 19)	1 084 272	1 294 744	3 557 265	3 803 665
Frais de financement (note 19)	291 233	287 697	864 916	859 623
Crédits d'impôt à la recherche et développement	(162 422)	(473 235)	(411 422)	(799 235)
	1 523 124	1 430 209	4 948 853	4 814 566
Perte avant élément mentionné ci-dessous et impôts sur le résultat	(360 023)	(157 261)	(1 375 963)	(994 770)
Gain (perte) sur change non réalisé sur débentures	(360 732)	128 825	(246 454)	72 582
Perte avant impôts sur le résultat	(720 755)	(28 436)	(1 622 417)	(922 188)
Impôts sur le résultat (note 15)	-	-	-	-
Perte nette et globale	(720 755)	(28 436)	(1 622 417)	(922 188)
Perte par action (note 16)	(0,01)	(0,00)	(0,02)	(0,01)
Perte diluée par action (note 16)	0,00	0,00	(0,01)	(0,01)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 16)	67 117 191	67 117 191	67 117 191	67 117 191
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué (note 16)	255 788 191	67 117 191	255 788 191	67 117 191

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie intermédiaires (non audités)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2011 \$	2010 \$	2011 \$	2010 \$
Activités d'exploitation				
Perte nette	(720 755)	(28 436)	(1 622 417)	(922 188)
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement des immobilisations corporelles	320 898	372 660	955 799	1 113 123
Amortissement des immobilisations incorporelles	24 625	26 822	73 337	74 111
Désactualisation des intérêts sur débetures	-	37 401	71 114	107 341
Intérêts capitalisés sur débetures	185 736	-	185 736	-
Perte (gain) sur change non réalisé(e) sur débetures	360 732	(128 825)	246 454	(72 582)
Rémunération fondée sur des actions	-	41	-	31 253
Fluctuations des devises	(35 384)	211 095	(31 142)	188 989
	135 852	490 758	(121 119)	520 047
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 20)	241 156	(258 681)	491 380	(414 057)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	377 008	232 077	370 261	105 990
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(24 131)	(32 821)	(127 996)	(109 462)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-	(10 708)	(17 642)	(113 642)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	(24 131)	(43 529)	(145 638)	(223 104)
Activités de financement				
Augmentation (diminution) du prêt bancaire	(60 000)	20 000	500 000	340 000
Remboursement de la dette à long terme	(115 569)	(347 611)	(746 968)	(1 016 716)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités de financement	(175 569)	(327 611)	(246 968)	(676 716)
Gain (perte) sur change sur la trésorerie détenue en devises	13 712	(65 352)	5 742	(55 342)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	191 020	(204 415)	(16 603)	(849 172)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, début de la période	36 833	249 274	244 456	894 031
Trésorerie et équivalents de trésorerie, fin de la période	227 853	44 859	227 853	44 859

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

1. Information générale et continuité d'exploitation

Warnex inc. (« la Société ») est une société incorporée en vertu des lois du Canada. Warnex est une entreprise des sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant divers services de laboratoire. Elle offre des services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (« Bourse ») sous le symbole WNX. Son siège social et son principal établissement commercial sont situés au 3885, boul. Industriel, à Laval (Québec).

Au 30 septembre 2011, la Société avait un déficit accumulé de 42 973 382 \$ et un fonds de roulement négatif. De plus, la Société ne respecte pas certaines clauses restrictives stipulées dans son entente de soutien de crédit. Sans refinancement de ses opérations, les obligations monétaires engagées par la Société excèdent les espèces en main et les flux monétaires opérationnels prévus au cours des douze prochains mois. Par conséquent, une incertitude importante plane quant à la capacité de la Société à continuer son exploitation. La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité d'obtenir des ententes de financement.

Les présents états financiers consolidés ont été établis sur le principe de la continuité de l'exploitation, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Le principe de la continuité de l'exploitation suppose que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et engagements dans le cours normal de ses activités.

La publication des présents états financiers a été autorisée par le Conseil d'administration de la Société le 14 novembre 2011.

2. Principales conventions comptables

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été préparés en conformité avec la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), dans sa version publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et au moyen des conventions comptables que la Société prévoit adopter pour ses états financiers consolidés établis au 31 décembre 2011 et pour l'exercice terminé à cette date.

Puisqu'il s'agit des premiers états financiers que la Société établit conformément aux IFRS, ils incluent des informations requises dans les états financiers annuels consolidés préparés en vertu des IFRS ne figurant pas dans les plus récents états financiers consolidés annuels établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada ») pour la période annuelle de comparaison.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels de la Société pour 2010 et en tenant compte de l'information concernant la transition aux IFRS présentée à la note 4 des présents états financiers consolidés et de l'information annuelle supplémentaire incluse dans le présent document.

Cadre de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des actifs.

Les principales conventions comptables sont exposées ci-après.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés englobent les comptes de la Société et de ses filiales consolidées, qui sont les entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société a le pouvoir, directement ou indirectement, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des bénéfices de ses activités.

Toutes les transactions, tous les soldes, tous les produits et toutes les charges intra-groupes sont complètement éliminés lors de la consolidation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et ses équivalents sont constitués des comptes bancaires et des placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé sur la base du premier entré, premier sorti.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé de stocks, diminué des coûts estimés d'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, à l'exception du matériel de laboratoire, dont le coût présumé est la juste valeur. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimative ou sur la durée du bail, comme suit :

Amortissement dégressif

Équipement de laboratoire	20 %
Matériel et outillage	20 %
Équipement informatique	30 %
Mobilier, agencements et équipement téléphonique	20 %
Aide financière publique non remboursable	20 %

Amortissement linéaire

Améliorations locatives	Sur la durée des baux
-------------------------	-----------------------

Les actifs détenus aux termes de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs qui appartiennent à la Société ou, si elle est plus courte, sur la durée du bail.

Aide financière publique

L'aide financière publique n'est pas comptabilisée tant qu'il n'existe pas une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions qui s'y rattachent et que l'aide sera reçue.

L'aide financière publique, qui a pour condition principale l'achat d'actifs non courants par la Société, est comptabilisée en tant que déduction de la valeur comptable des actifs et est passée dans les résultats sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité des actifs connexes.

Crédits d'impôt à la recherche et développement

Les charges courantes de recherche et développement sont passées dans les résultats dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées, déduction faite des crédits d'impôt connexes. Ces crédits d'impôt sont obtenus en raison des dépenses admissibles consacrées à la recherche scientifique et au développement. Les crédits d'impôt à l'investissement sont déduits du coût des immobilisations corporelles.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Crédits d'impôt à l'investissement

La Société réclame des crédits d'impôt à l'investissement en raison des dépenses consacrées à la recherche scientifique et au développement expérimental. Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsque les dépenses connexes sont engagées et qu'il est raisonnablement certain que les crédits se matérialiseront.

Immobilisations incorporelles

Logiciels

Les logiciels informatiques sont inscrits au coût, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur cumulées. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 %. La durée d'utilité estimative et la méthode d'amortissement font l'objet d'un examen à la fin de chaque période de présentation de l'information financière annuelle, tout changement dans l'estimation étant comptabilisé sur une base prospective.

Autres immobilisations incorporelles

À l'acquisition, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées à la juste valeur et sont inscrites au coût, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité estimative, de la façon suivante :

Permis	5 ans
Listes de clients	5 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est inclus dans les frais généraux et administratifs.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société examine la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles pour déterminer s'il y a un indice de dépréciation. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif en particulier, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. S'il est possible de déterminer une base raisonnable et cohérente d'affectation, les actifs de la Société sont également affectés aux différentes unités génératrices de trésorerie.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, on actualise les flux de trésorerie futurs estimés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations de flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable d'un actif est estimée à moins que sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans les résultats.

Lorsqu'une perte de valeur est reprise par la suite, la valeur comptable de l'actif est portée à l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, mais de sorte que la valeur comptable majorée ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans les résultats.

Goodwill

Le goodwill résultant d'un regroupement d'entreprises est constaté en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis. Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise et de la juste valeur des intérêts que l'acquéreur

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

détenait précédemment dans l'entité acquise, le cas échéant, sur le net des montants à la date d'acquisition des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge.

Le goodwill n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation au moins chaque année. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté font l'objet d'un test de dépréciation chaque année, ou plus fréquemment s'il existe un indice de dépréciation de l'unité. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est affectée en premier lieu à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité, puis aux autres actifs de l'unité au prorata sur la base de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour le goodwill n'est pas reprise dans une période ultérieure.

Actifs financiers

Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement, soit la date à laquelle l'actif est livré à ou par la Société. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des placements ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

Les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes : actifs financiers « à la juste valeur par le biais du résultat », actifs financiers « disponibles à la vente » et « prêts et créances ». La classification dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et elle est déterminée au moment de la comptabilisation initiale.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être vendu dans un proche avenir ou s'il a été désigné comme tel par la direction.

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat sont comptabilisés initialement à la juste valeur et ultérieurement évalués aussi à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les résultats. Les coûts de transaction sont passés en charges dans les résultats.

Aucun actif financier n'est classé dans cette catégorie.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les instruments financiers non dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories. Ils sont inclus dans les autres actifs financiers non courants, sauf si la direction a l'intention de céder l'investissement dans les douze mois suivant la fin de la période considérée.

Les placements disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction et ultérieurement évalués à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou déprécié, les ajustements cumulés de juste valeur comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont transférés dans les résultats.

Aucun actif financier n'est classé dans cette catégorie.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, sauf ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la fin de la période considérée, qui sont classés comme des actifs non courants. Les actifs de cette catégorie comprennent la « trésorerie et les équivalents de trésorerie » ainsi que les « clients et autres débiteurs » et sont classés dans les actifs courants du bilan.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur et est comptabilisée dans les résultats.

Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers sont classés dans les catégories suivantes : passifs financiers « à la juste valeur par le biais du résultat » et « autres passifs financiers ».

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat sont des passifs financiers détenus à des fins de transaction.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat sont comptabilisés initialement à la juste valeur, et ultérieurement évalués aussi à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les résultats. Les coûts de transaction sont passés en charges dans les résultats.

Aucun passif financier n'est classé dans cette catégorie.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers, y compris les emprunts, sont initialement évalués à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction. Les autres passifs financiers sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La méthode du taux d'intérêt effectif permet de calculer le coût amorti d'un passif financier et de répartir les intérêts débiteurs sur la période pertinente. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue du passif financier ou, le cas échéant, une période plus courte, à la valeur comptable nette lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs de cette catégorie comprennent les « prêts bancaires », les « fournisseurs et autres créditeurs », les « provisions », la « dette à long terme » et la « composante du passif des débetures ».

Instruments hybrides

Les composantes des instruments hybrides émis par la Société sont classées séparément comme des passifs financiers et des capitaux propres selon la substance de l'accord contractuel. À la date d'émission, la juste valeur de la composante du passif est estimée à l'aide du taux d'intérêt du marché pour un instrument non convertible similaire. Ce montant est comptabilisé comme un passif sur la base du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à son extinction en cas de conversion ou à la date d'échéance de l'instrument. La composante des capitaux propres est calculée en déduisant le montant de la composante du passif de la juste valeur de l'instrument hybride dans son ensemble. Ce montant est comptabilisé et inclus dans les capitaux propres, déduction faite de l'incidence de l'impôt, et n'est plus réévalué par la suite.

Les coûts de transaction liés à l'émission des débetures convertibles sont affectés aux composantes du passif et des capitaux propres, au prorata de la répartition du produit brut. Les coûts de transaction liés à la composante des capitaux propres sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les coûts de transaction relatifs à la composante du passif sont inclus dans la valeur comptable de la composante du passif et sont amortis sur la durée des débetures convertibles selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Le tableau suivant présente le classement et l'évaluation par la Société des actifs et passifs financiers :

	Classement	Évaluation
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti
Clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Passifs financiers		
Prêt bancaire	Autres passifs	Coût amorti
Fournisseurs et autres créditeurs	Autres passifs	Coût amorti
Provisions	Autres passifs	Coût amorti
Dette à long terme	Autres passifs	Coût amorti
Composante du passif des débetures	Autres passifs	Coût amorti

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'elle sera tenue de régler cette obligation et qu'une estimation fiable peut être faite du montant de l'obligation.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et des incertitudes entourant l'obligation. Lorsqu'une provision est mesurée en utilisant les flux de trésorerie estimatifs requis pour régler l'obligation actuelle, sa valeur comptable est la valeur actuelle de ces flux de trésorerie.

Constatation des produits

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits sont réduits en fonction des estimations des retours des clients, des remises et des autres allocations similaires.

Les produits d'analyse provenant des services analytiques et bioanalytiques sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'achèvement, selon laquelle les produits et les profits sont basés sur le ratio des coûts engagés sur les coûts totaux estimés du projet. Les produits d'analyse provenant des services de laboratoire médical sont comptabilisés au moment où le test est achevé.

Les produits de projet provenant des services analytiques et de laboratoire médical sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'achèvement, selon laquelle les produits et les profits sont basées sur le ratio des coûts engagés sur les coûts totaux estimés des projets.

Les coûts et bénéfices estimés sur les contrats en cours au-delà des montants facturés sont présentés comme des travaux en cours. Les espèces reçues avant la comptabilisation des produits sur des contrats sont classées comme des revenus différés.

La Société surveille régulièrement ses contrats avec ses clients afin de déterminer si une perte est probable. Si une perte est prévue à l'égard d'un contrat, la perte estimée totale est comptabilisée comme une réduction des produits et des travaux en cours dans la période au cours de laquelle la perte devient évidente et raisonnablement estimable.

Contrats de location-financement et de location simple

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque les termes du bail transfèrent la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété au preneur. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

Les actifs détenus en location-financement sont initialement comptabilisés comme des actifs à leur juste valeur à la création du bail ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements de location minimaux. Le passif correspondant envers le bailleur est inclus dans le bilan comme une obligation de location-financement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Les paiements de location sont répartis entre les charges financières et la réduction de l'obligation de location de manière à atteindre un taux d'intérêt constant sur le solde restant du passif. Les charges financières sont comptabilisées immédiatement dans les résultats. Les loyers conditionnels sont comptabilisés en charges dans les périodes au cours desquelles ils sont engagés.

Les paiements de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du bail, sauf si une autre base systématique est plus représentative de l'échelonnement dans le temps selon lequel les avantages économiques de l'actif loué sont consommés.

Conversion de devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises de la Société sont convertis au taux de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises, évalués au coût historique, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les produits et les charges sont évalués au taux de change en vigueur à la date de la transaction ou au taux de change moyen pour la période. Les profits ou les pertes sur la conversion de ces éléments sont inclus dans les résultats.

Rémunération fondée sur des actions

Les paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres aux salariés et aux personnes offrant des services similaires sont évalués à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date de l'attribution. Les détails concernant la détermination de la juste valeur des transactions fondées sur des actions et réglées en instruments de capitaux sont fournis dans la note 14.

La juste valeur établie à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire sur la période d'acquisition, selon l'estimation de la Société des instruments de capitaux propres qui seront finalement acquis. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. L'impact de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est constaté dans les résultats, de sorte que les charges cumulatives reflètent l'estimation révisée, avec un ajustement correspondant aux autres réserves.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat représente le total des impôts actuellement exigibles et des impôts différés.

Impôts exigibles

Les impôts exigibles sont basés sur le bénéfice imposable pour l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du bénéfice qui est indiqué dans les résultats consolidés en raison d'éléments de produits ou de charges qui sont imposables ou déductibles dans d'autres exercices et d'éléments qui ne sont jamais ni imposables ni déductibles. Le passif de la Société au titre de l'impôt exigible est calculé selon les taux d'imposition qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés, selon la méthode du passif, au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans le bilan. L'impôt différé est calculé au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière et dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif d'impôt sera réalisé ou le passif d'impôt sera réglé.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Le passif d'impôt différé :

- est généralement comptabilisé au titre de toutes les différences temporelles imposables ; et
- n'est pas comptabilisé au titre des différences temporelles qui découlent du goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

L'actif d'impôt différé :

- est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible à l'égard duquel les différences temporelles déductibles pourront être utilisées ; et
- est examiné à la fin de la période de présentation de l'information financière et réduit dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs d'impôts courants par des passifs d'impôts courants et quand ils concernent des impôts sur le résultat perçus par la même autorité fiscale et que le groupe a l'intention de réaliser l'actif et de régler le passif sur une base nette.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de toutes les options d'achat d'actions, les bons de souscription et les débetures convertibles. La perte diluée par action est égale à la perte de base par action incluant l'effet anti-dilutif de ces éléments.

Modifications futures de conventions comptables

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publié par l'IASB le 12 novembre 2009 et remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). L'IFRS 9 prévoit une seule méthode pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, laquelle remplace les multiples règles prévues dans l'IAS 39. La méthode prescrite par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers compte tenu de son modèle économique et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés aux actifs financiers. La nouvelle norme prévoit également une seule méthode de calcul de la dépréciation qui remplace les multiples méthodes prévues dans l'IAS 39. L'IFRS 9 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société évalue actuellement l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

L'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, a été publié par l'IASB le 7 octobre 2010 et contient des modifications à la version actuelle de l'IFRS 7. Les modifications à l'IFRS 7 augmentent la quantité d'information à fournir sur les transferts d'actifs financiers. La version modifiée de l'IFRS 7 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications à l'IFRS 7 sur ses états financiers consolidés.

3. Estimations comptables et jugements importants

Pour dresser les états financiers consolidés, la direction doit porter des jugements et recourir à des estimations concernant l'avenir.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues sur une base régulière et sont fondées sur l'expérience historique et sur d'autres facteurs, comme la probabilité d'événements futurs que l'on juge raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Estimations et hypothèses importantes

Les estimations et hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordées ci-dessous :

Provision pour créances douteuses

La Société procède à des évaluations quant à savoir si les débiteurs sont recouvrables auprès des clients. En conséquence, la direction établit une provision pour pertes estimées découlant du non-paiement, en tenant compte de la solvabilité des clients, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée. Si les recouvrements futurs diffèrent de ces estimations, les résultats futurs sont affectés.

Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir

La direction a fait un certain nombre d'estimations et d'hypothèses pour déterminer les dépenses admissibles à la demande de crédit d'impôt à l'investissement. Il est possible que le montant autorisé de la demande de crédit d'impôt à l'investissement soit significativement différent du montant comptabilisé, après l'évaluation par les autorités fiscales.

Impôts sur le résultat

Pour la comptabilisation d'actifs d'impôts différés résultant du report en avant de pertes fiscales inutilisées, la Société estime le bénéfice imposable qui sera disponible sur lequel les pertes fiscales non utilisées pourront être utilisées.

Estimation des impôts différés

La comptabilisation des actifs et des passifs d'impôts différés nécessite que soit posée une série d'hypothèses. Par exemple, la Société doit estimer le moment de la contrepassation de différences temporelles ou s'il est probable que les différences temporelles ne seront pas contrepassées dans un avenir prévisible ou les taux d'imposition qui devraient s'appliquer à la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

En ce qui concerne les actifs d'impôts différés, leur réalisation dépend en fin de compte de la disponibilité de bénéfices imposables à l'avenir. Il faut comptabiliser les actifs d'impôts différés quand il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles et s'il est probable que la Société fera des bénéfices imposables suffisants, dans les exercices futurs, pour bénéficier d'une réduction des paiements d'impôt. Pour cela, la Société doit faire des hypothèses, dans le cadre de ses activités de planification fiscale générale, et réévaluer périodiquement ces hypothèses afin qu'elles correspondent à l'évolution des circonstances et de la réglementation fiscale. En outre, l'évaluation d'un actif ou d'un passif d'impôts différés devrait refléter la façon dont l'entité s'attend à recouvrer la valeur comptable de l'actif ou à régler le passif.

Dépréciation du goodwill

Pour déterminer si le goodwill est déprécié, il faut estimer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté. Le calcul de la valeur d'utilité nécessite que la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie et un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

Voici ci-dessous les jugements critiques que la direction a portés dans le processus de l'application des conventions comptables de la Société et qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés :

Constataion des produits

La Société utilise la méthode du pourcentage d'achèvement pour ses produits d'analyse provenant des services analytiques et bioanalytiques et pour ses produits de projet provenant de ses services analytiques et de laboratoire médical. L'utilisation de la méthode du pourcentage d'achèvement nécessite que la direction estime les services rendus jusqu'à présent en proportion du total des services à effectuer.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

4. Transition aux IFRS

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers annuels consolidés établis conformément aux IFRS. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés tel qu'il est décrit dans la note 2, y compris l'application de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. L'IFRS 1 impose à une entité d'adopter les IFRS dans ses premiers états financiers annuels consolidés établis selon les IFRS en faisant dans ces états financiers consolidés une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS. La Société fera cette déclaration quand elle publiera ses états financiers annuels consolidés de 2011.

En vertu de l'IFRS 1, les normes sont appliquées rétrospectivement à la date de transition, tous les ajustements aux actifs et aux passifs étant apportés aux résultats non distribués, à moins que certaines exemptions ne soient appliquées. La Société a appliqué les exemptions suivantes à son bilan d'ouverture en date du 1^{er} janvier 2010 :

i) Regroupements d'entreprises

L'IFRS 1 indique qu'un premier adoptant peut choisir d'appliquer l'IFRS 3R, *Regroupements d'entreprises*, à des regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition aux IFRS. La Société a tiré profit de ce choix et a appliqué l'IFRS 3R aux regroupements d'entreprises qui se sont produits à partir du 1^{er} janvier 2010 et les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition n'ont pas été retraités. Tout goodwill provenant de tels regroupements d'entreprises avant la date de transition n'a pas été ajusté par rapport à la valeur comptable déterminée antérieurement en application des PCGR du Canada en raison de l'application de cette exemption.

ii) Rémunération fondée sur des actions

L'IFRS 1 encourage, mais ne contraint pas, les premiers adoptants à appliquer la norme IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, à des instruments de capitaux propres qui ont été attribués jusqu'au 7 novembre 2002, ou à des instruments de capitaux propres qui ont été attribués après le 7 novembre 2002 et acquis avant la plus tardive de la date de transition aux IFRS et du 1^{er} janvier 2005. La Société a choisi de ne pas appliquer l'IFRS 2 aux attributions qui ont été acquises avant le 1^{er} janvier 2010.

iii) Juste valeur comme coût présumé

L'IFRS 1 stipule qu'une entité peut choisir d'évaluer une immobilisation corporelle à la date de transition à sa juste valeur et l'utiliser comme coût présumé à cette date. La Société a choisi d'évaluer son équipement de laboratoire à la juste valeur à la date de transition et d'utiliser ce montant comme coût présumé dans le bilan d'ouverture établi conformément aux IFRS.

L'IFRS 1 énonce également des lignes directrices spécifiques qu'un premier adoptant doit respecter dans certaines circonstances. La Société a appliqué la ligne directrice suivante à son bilan d'ouverture daté du 1^{er} janvier 2010 :

i) Estimations

Conformément à l'IFRS 1, les estimations d'une entité selon les IFRS à la date de transition aux IFRS doivent être cohérentes avec les estimations réalisées pour la même date en vertu du référentiel comptable antérieur, sauf s'il existe des preuves objectives que ces estimations étaient erronées. Les estimations IFRS de la Société en date du 1^{er} janvier 2010 sont conformes aux estimations en vertu des PCGR du Canada pour la même date.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS

L'IFRS 1 impose à toute entité de rapprocher les capitaux propres, le résultat global et les flux de trésorerie pour les périodes antérieures. Afin de permettre aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre ces changements, l'état des résultats, l'état des résultats nets, le bilan et l'état des flux de trésorerie de la Société selon les PCGR du Canada ont fait l'objet d'un rapprochement aux IFRS, les différences étant expliquées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR du Canada et les IFRS

Voici le rapprochement du total des capitaux propres de la Société présentés conformément aux PCGR du Canada et du total de ses capitaux propres selon les IFRS à la date de transition (1^{er} janvier 2010) :

Rapprochement des capitaux propres - 1^{er} janvier 2010

	Capital- actions \$	Composante des capitaux propres des débitures \$	Autres réserves \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Comptabilisation en vertu des PCGR du Canada – 31 décembre 2009	40 981 049	312 288	2 466 016	(40 172 405)	3 586 948
Reclassement de la composante des capitaux propres des débitures aux autres réserves	-	(312 288)	312 288	-	-
Différences augmentant (diminuant) le montant comptabilisé :					
Immobilisations corporelles (i)	-	-	-	493 458	493 458
Composante des capitaux propres des débitures (ii)	-	-	(5 998)	5 998	-
Composante du passif des débitures (ii)	-	-	-	57 758	57 758
Comptabilisation en vertu des IFRS – 1 ^{er} janvier 2010	40 981 049	-	2 772 306	(39 615 191)	4 138 164

Voici le rapprochement des capitaux propres de la Société présentés conformément aux PCGR du Canada et de ses capitaux propres selon les IFRS au 30 septembre 2010 :

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Rapprochement des capitaux propres - 30 septembre 2010

	Capital- actions \$	Composante des capitaux propres des débetures \$	Autres réserves \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Comptabilisation en vertu des PCGR du Canada – 30 septembre 2010	40 981 049	312 288	2 456 265	(40 952 705)	2 796 897
Reclassement de la composante des capitaux propres des débetures aux autres réserves	-	(312 288)	312 288		-
Différences augmentant (diminuant) le montant comptabilisé :					
Immobilisations corporelles (i)	-	-		419 439	419 439
Composante des capitaux propres des débetures (ii)	-	-	(5 998)	5 998	-
Composante du passif des débetures (ii)	-	-		30 893	30 893
Provisions (iii)	-	-		-	-
Rémunération fondée sur des actions (iv)	-	-	41 004	(41 004)	-
Comptabilisation en vertu des IFRS – 30 septembre 2010	40 981 049	-	2 803 559	(40 537 379)	3 247 229

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Voici le rapprochement des capitaux propres de la Société présentés conformément aux PCGR du Canada et de ses capitaux propres selon les IFRS au 31 décembre 2010 :

Rapprochement des capitaux propres - 31 décembre 2010

	Capital- actions \$	Composante des capitaux propres des débitures \$	Autres réserves \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Comptabilisation en vertu des PCGR du Canada – 31 décembre 2010	40 981 049	312 288	2 456 265	(41 731 888)	2 017 714
Reclassement de la composante des capitaux propres des débitures aux autres réserves	-	(312 288)	312 288	-	-
Différences augmentant (diminuant) le montant comptabilisé :					
Immobilisations corporelles (i)	-	-	-	394 766	394 766
Composante des capitaux propres des débitures (ii)	-	-	(5 998)	5 998	-
Composante du passif des débitures (ii)	-	-	-	21 163	21 163
Provisions (iii)	-	-	-	-	-
Rémunération fondée sur des actions (iv)	-	-	41 004	(41 004)	-
Comptabilisation en vertu des IFRS – 31 décembre 2010	40 981 049	-	2 803 559	(41 350 965)	2 433 643

(i) Immobilisations corporelles

Lors de la transition aux IFRS, la Société a choisi d'évaluer son équipement de laboratoire à la juste valeur comme coût présumé. D'après une évaluation fournie par un évaluateur professionnel indépendant, la juste valeur de cet équipement au 1^{er} janvier 2010 a été établie à 493 458 \$ de plus que la valeur comptable nette. Le crédit correspondant à cette augmentation des immobilisations corporelles est comptabilisé au déficit. La juste valeur devient la nouvelle base du coût de l'équipement de laboratoire et un amortissement supplémentaire est comptabilisé sur l'ajustement à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. L'ajustement à la juste valeur de l'équipement de laboratoire, lors de la transition, a entraîné une diminution de l'actif d'impôts différés au bilan, avec un ajustement correspondant à la provision pour dépréciation des actifs d'impôts différés.

(ii) Composantes des capitaux propres et du passif des débitures

Conformément aux PCGR du Canada, les coûts de transaction engagés à l'émission des débitures ont été passés en charges. Les IFRS exigent que ces coûts de transaction soient déduits de la juste valeur des instruments financiers, pour déterminer le coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En outre, les IFRS exigent que les coûts de transaction qui se rapportent à l'émission d'un instrument financier hybride soient affectés aux composantes du passif et des capitaux propres de l'instrument au prorata de la répartition du produit. À l'émission des débitures en 2008, la Société a engagé des coûts de transaction de 112 616 \$. À la transition aux IFRS, le solde s'élevait à 63 756 \$, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dont 57 758 \$ étaient liés à la composante du passif et 5 998 \$ à la composante des capitaux propres de la débiteure. Le crédit correspondant servant à contrepasser ces coûts de transaction est comptabilisé au déficit. Un passif d'impôts différés a été comptabilisé à l'égard de la différence temporelle imposable entre la valeur

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

comptable de la composante du passif et la valeur fiscale de la débenture, à savoir la valeur nominale de la dette. Il en a résulté une diminution de l'actif d'impôts différés au bilan, avec un ajustement correspondant à la provision pour dépréciation des actifs d'impôts différés.

(iii) Provisions

Au premier trimestre de 2010, la Société a déterminé, conformément à l'IAS 37, *Provisions*, qu'une obligation actuelle existait en raison d'un événement passé. Une poursuite a été intentée contre la Société relativement à un congédiement d'un employé et un montant estimatif de 25 000 \$ a été comptabilisé conformément aux IFRS. Au deuxième trimestre de 2010, selon les PCGR du Canada, la Société a comptabilisé une provision de 18 400 \$. Cette poursuite a été réglée au troisième trimestre de 2010 pour 12 000 \$.

(iv) Rémunération fondé sur des actions

Dans les états financiers consolidés établis conformément aux PCGR du Canada pour le premier trimestre de 2010, la Société a contrepassé la charge de rémunération pour toutes les options auxquelles il a été renoncé pendant la période, même si les options avaient été acquises. Conformément aux IFRS, la Société n'a pas le droit de faire des ajustements ultérieurs au total des capitaux propres après la date d'acquisition. La contrepassation de la charge de rémunération d'un montant de 41 004 \$ a été ajustée aux fins de la conformité avec les IFRS.

Rapprochement de la perte nette selon les PCGR du Canada et les IFRS

Voici le rapprochement de la perte nette de la Société inscrite conformément aux PCGR du Canada et de sa perte nette selon les IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2011 :

Rapprochement des résultats nets

	Trois mois terminés le 30 septembre 2010 \$	Neuf mois terminés le 30 septembre 2010 \$	Exercice terminé le 31 décembre 2010 \$
Bénéfice net et global (perte nette et globale) en vertu des PCGR du Canada	5 569	(780 300)	(1 559 483)
Différences augmentant (diminuant) le montant comptabilisé :			
Immobilisations corporelles (i)	(24 673)	(74 019)	(98 692)
Composante du passif des débentures (ii)	(9 332)	(26 865)	(36 595)
Provisions (iii)	-	-	-
Rémunération fondée sur des actions (iv)	-	(41 004)	(41 004)
Bénéfice net et global (perte nette et globale) en vertu des IFRS	(28 436)	(922 188)	(1 735 774)

(i) Immobilisations corporelles

Lors de la transition aux IFRS, la Société a choisi d'évaluer son équipement de laboratoire à la juste valeur comme coût présumé. D'après une évaluation fournie par un évaluateur professionnel indépendant, la juste valeur de cet équipement au 1^{er} janvier 2010 a été établie à 493 458 \$ de plus que la valeur comptable nette. La juste valeur est devenue la nouvelle base du coût de l'équipement de laboratoire et un amortissement supplémentaire de 24 673 \$ a été comptabilisé sur l'ajustement à la juste valeur durant le premier trimestre de 2010 et durant chaque trimestre subséquent, soit 98 692 \$ en tout sur une base annuelle.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

(ii) Composantes des capitaux propres et du passif des débetures

Conformément aux PCGR du Canada, les coûts de transaction engagés à l'émission des débetures ont été passés en charges. Les IFRS exigent que ces coûts de transaction soient déduits de la juste valeur des instruments financiers, pour déterminer le coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En outre, les IFRS exigent que les coûts de transaction qui se rapportent à l'émission d'un instrument financier hybride soient affectés aux composantes du passif et des capitaux propres de l'instrument au prorata de la répartition du produit. À l'émission des débetures en 2008, la Société a engagé des coûts de transaction de 112 616 \$. À la transition aux IFRS, le solde s'élevait à 63 758 \$, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dont 57 758 \$ étaient liés à la composante du passif et 5 998 \$ à la composante des capitaux propres de la débenture. L'accumulation d'intérêts, inclus dans les frais de financement, s'élevait à 8 583 \$ au premier trimestre de 2010, 8 950 \$ au deuxième trimestre de 2010, 9 332 \$ au troisième trimestre de 2010 et à 36 595 \$ sur une base annuelle.

(iii) Provisions

Au premier trimestre de 2010, la Société a déterminé, conformément à l'IAS 37, *Provisions*, qu'une obligation actuelle existait en raison d'un événement passé. Une poursuite a été intentée contre la Société relativement à un congédiement d'un employé et un montant estimatif de 25 000 \$ a été comptabilisé conformément aux IFRS. Au deuxième trimestre de 2010, selon les PCGR du Canada, la Société a comptabilisé une provision de 18 400 \$. Cette poursuite a été réglée au troisième trimestre de 2010 pour 12 000 \$.

(iv) Rémunération fondée sur des actions

Dans les états financiers consolidés établis conformément aux PCGR du Canada pour le premier trimestre de 2010, la Société a contrepassé la charge de rémunération pour toutes les options auxquelles il a été renoncé pendant la période, même si les options avaient été acquises. Conformément aux IFRS, la Société n'a pas le droit de faire des ajustements ultérieurs au total des capitaux propres après la date d'acquisition. La contrepassation de la charge de rémunération d'un montant de 41 004 \$ a été ajustée aux fins de la conformité avec les FRS.

Rapprochement des flux de trésorerie

La transition des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence importante sur les flux de trésorerie générés par la Société.

5. Clients et autres débiteurs

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Comptes clients	2 821 325	2 941 814	2 925 847
Moins : Provision pour créances douteuses	-	(6 354)	(45 588)
	2 821 325	2 935 460	2 880 259
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	507 000	498 000	712 471
Autres	17 341	44 839	660
	3 345 666	3 478 299	3 593 390

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Le classement chronologique des comptes clients bruts à chaque date de clôture était le suivant :

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Courants	1 965 330	1 051 389	1 436 878
En souffrance – 31 à 60 jours	537 814	973 161	641 439
En souffrance – 61 à 90 jours	178 083	845 911	375 994
En souffrance – plus de 91 jours	140 098	71 353	471 536
	2 821 325	2 941 814	2 925 847

Classement chronologique des comptes clients dépréciés

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
61 à 90 jours	-	629	-
Plus de 91 jours	-	5 725	45 588
	-	6 354	45 588

Les comptes clients indiqués ci-dessus comprennent des montants qui sont en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et à l'égard desquels la Société a comptabilisé une provision pour créances douteuses en raison d'un changement important dans la qualité du crédit.

Les autres créances comprennent des montants qui sont en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière, mais à l'égard desquels la Société n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la qualité du crédit et que les montants sont encore considérés comme étant recouvrables.

Évolution de la provision pour créances douteuses

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Solde au début de la période	6 354	45 588	30 565
Pertes de valeur comptabilisées sur les créances	4 948	6 354	15 023
Montants radiés au cours de la période comme étant irrécouvrables	(6 788)	(13 577)	-
Montants recouverts durant la période	(4 514)	(32 011)	-
Solde à la fin de la période	-	6 354	45 588

Pour déterminer la possibilité de recouvrer une créance client, la Société tient compte de tout changement dans la qualité du crédit de la créance entre la date à laquelle le crédit a été initialement accordé et la fin de la période considérée. La concentration du risque de crédit est limitée parce qu'il n'y a pas d'exposition importante à un client en particulier et que la solvabilité du client est évaluée avant que le crédit soit accordé.

6. Stocks

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de la période terminée le 30 septembre 2011 était de 2 687 077 \$ (2 805 945 \$ au 30 septembre 2010).

Il n'y a pas eu de dépréciation de stocks ni de reprises de dépréciation pour les périodes terminées le 30 septembre 2011 et le 30 septembre 2010.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Total des consommables	419 162	355 132	177 027

7. Immobilisations corporelles

	Équipement de laboratoire \$	Matériel et outillage \$	Équipement informatique \$	Mobilier, agencements et équipement téléphonique \$	Améliorations locatives \$	Aide financière publique non remboursable \$	Total \$
Coût ou évaluation							
Solde –							
1^{er} janvier 2010	13 952 327	113 004	808 647	558 346	5 719 213	(465 000)	20 686 537
Acquisitions	113 809	-	45 522	2 644	27 041	-	189 016
Cessions	-	-	-	-	-	-	-
Solde –							
31 décembre 2010	14 066 136	113 004	854 169	560 990	5 746 254	(465 000)	20 875 553
Acquisitions	101 830	-	22 427	1 822	1 917	-	127 996
Cessions	-	-	-	-	-	-	-
Solde –							
30 septembre 2011	14 167 966	113 004	876 596	562 812	5 748 171	(465 000)	21 003 549
Cumul des amortissements							
Solde –							
1^{er} janvier 2010	8 166 544	23 835	607 717	409 371	3 894 155	(284 059)	12 817 563
Amortissement	1 166 743	17 834	68 412	30 060	241 913	(36 189)	1 488 773
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-
Solde –							
31 décembre 2010	9 333 287	41 669	676 129	439 431	4 136 068	(320 248)	14 306 336
Amortissement	719 191	10 700	43 446	18 447	185 728	(21 713)	955 799
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-
Solde –							
30 septembre 2011	10 052 478	52 369	719 575	457 878	4 321 796	(341 961)	15 262 135
Valeur comptable							
1^{er} janvier 2010	5 785 783	89 169	200 930	148 975	1 825 058	(180 941)	7 868 974
31 décembre 2010	4 732 849	71 335	178 040	121 559	1 610 186	(144 752)	6 569 217
30 septembre 2011	4 115 488	60 635	157 021	104 934	1 426 375	(123 039)	5 741 414

Le tableau ci-dessus comprend du matériel de laboratoire en location-financement d'un coût de 1 011 030 \$ (1 623 809 \$ au 31 décembre 2010 ; 1 623 809 \$ au 1^{er} janvier 2010) et ayant une valeur comptable nette de 531 667 \$ (984 000 \$ au 31 décembre 2010; 1 230 000 \$ au 1^{er} janvier 2010) et de l'équipement informatique en location-financement d'un coût de 37 439 \$ (37 439 \$ au 31 décembre 2010; 37 439 \$ au 1^{er} janvier 2010) et ayant une valeur comptable nette de 17 486 \$ (22 563 \$ au 31 décembre 2010; 32 232 \$ au 1^{er} janvier 2010).

Il n'y a pas eu de perte de valeur en 2011 ni en 2010.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

8. Immobilisations incorporelles

	Permis \$	Liste de clients \$	Logiciels \$	Total \$
Coût				
Solde – 1^{er} janvier 2010	33 380	38 936	789 561	861 877
Acquisitions	-	-	126 640	126 640
Cessions	-	-	-	-
Solde – 31 décembre 2010	33 380	38 936	916 201	988 517
Acquisitions	-	-	17 642	17 642
Cessions	-	-	-	-
Solde – 30 septembre 2011	33 380	38 936	933 843	1 006 159
Cumul des amortissements				
Solde – 1^{er} janvier 2010	15 577	6 489	457 666	479 732
Amortissement	6 676	12 978	81 946	101 600
Dépréciation	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Solde – 31 décembre 2010	22 253	19 467	539 612	581 332
Amortissement	5 007	9 734	58 596	73 337
Dépréciation	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Solde – 30 septembre 2011	27 260	29 201	598 208	654 669
Valeur comptable				
1 ^{er} janvier 2010	17 803	32 447	331 895	382 145
31 décembre 2010	11 127	19 469	376 589	407 185
30 septembre 2011	6 120	9 735	335 635	351 490

9. Goodwill

La Société a effectué son test annuel de dépréciation du goodwill à la transition aux IFRS et au quatrième trimestre 2010, conformément à sa convention énoncée dans les notes 2 et 3.

Le goodwill a été affecté aux fins des tests de dépréciation à l'unité génératrice de trésorerie intitulée Laboratoires médicaux. Il a été déterminé qu'il s'agissait du plus petit groupe identifiable du plus bas niveau d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Le montant recouvrable de cette unité génératrice de trésorerie est déterminé sur la base d'un calcul de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs. Les entrées de trésorerie nettes sont actualisées à un taux avant impôt équivalent au coût moyen pondéré des capitaux propres et des capitaux d'emprunt reliés aux risques spécifiques à l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité se sert de projections de flux de trésorerie fondées sur des budgets financiers préparés par la direction avec un taux d'actualisation de 15,6 % par an et un taux de croissance de 2,5 % par an.

La valeur d'utilité estimée de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est affecté dépassait sa valeur comptable. Aucune dépréciation du goodwill n'a donc été comptabilisée.

Un changement défavorable dans les hypothèses clés posées pourrait entraîner la comptabilisation d'une perte de valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

10. Facilités de crédit

La Société dispose des facilités de crédit suivantes qui sont renouvelables auprès de la banque au 31 mars 2012 :

- i) marge de crédit d'exploitation de 1 250 000 \$ remboursable à demande et portant intérêt au taux préférentiel de la banque;
- ii) prêt bancaire à terme de 350 000 \$, échéant en mars 2012, portant intérêt au taux de préférentiel de la banque et remboursable par versements mensuels de 12 374 \$ plus intérêts (note 12).

La Société et ses filiales ont donné en garantie des facilités une hypothèque mobilière de premier rang au montant de 6 000 000 \$ grevant l'universalité des biens meubles corporels et incorporels, présents et futurs.

En avril 2011, la Société a conclu une entente de soutien de crédit avec Persistence Capital Partners (le « garant »), un investisseur institutionnel et un des détenteurs de débetures, en vue de garantir les obligations de la Société auprès de sa banque. Cette entente stipule que le garant doit maintenir une lettre de crédit de 1 600 000 \$ en faveur de la banque afin de garantir les facilités de crédit actuelles jusqu'au 31 mars 2012.

De plus, la Société verse au garant, sur une base mensuelle, des frais annuels de garantie équivalents à 9,75 % moins le taux de préférentiel de la banque et des frais quotidiens de mise en attente sur la portion non utilisée de la marge de crédit d'exploitation de 0,0125 %.

L'entente de soutien de crédit stipule le respect des clauses restrictives mensuelles suivantes :

	Ratio de la dette sur le BAIIA	Ratio de couverture du service de la dette
31 mars 2011	8,00 : 1	0,91 : 1
30 avril 2011	8,00 : 1	0,89 : 1
31 mai 2011	8,00 : 1	0,98 : 1
30 juin 2011	7,00 : 1	0,67 : 1
31 juillet 2011	7,00 : 1	0,56 : 1
31 août 2011	7,00 : 1	0,63 : 1
30 septembre 2011	7,00 : 1	0,56 : 1
31 octobre 2011	6,00 : 1	0,84 : 1
30 novembre 2011	6,00 : 1	0,94 : 1
31 décembre 2011	5,00 : 1	1,10 : 1
Par la suite	4,00 : 1	1,10 : 1

Au 30 septembre 2011, la Société ne respecte pas les clauses restrictives stipulées dans l'entente de soutien de crédit.

11. Provisions

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Provisions	110 853	-	-

La provision représente une estimation du programme d'équité salariale à payer à certains employés. Cette provision est aussi de nature courante. Au 31 décembre 2010, en raison de la progression du projet, la Société n'a pas pu fournir une estimation fiable pour cette obligation.

La provision pour avantages sociaux des employés rapportée aux trimestres antérieurs de 2011 a été reclassée comme fournisseurs et autres crédateurs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

12. Dette à long terme

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
Prêt bancaire à terme, échéant en mars 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, remboursable par versements mensuels de 12 374 \$ plus intérêts et garanti, tel que décrit à la note 10. La Société ne respecte pas les clauses restrictives stipulées dans l'entente de soutien de crédit, tel que décrit à la note 10.	74 242	175 000	291 667
Contrat de location-financement portant intérêt au taux de 8,5 %, échéant en novembre 2011, remboursable par versements mensuels de 25 750 \$ en capital et intérêts. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 531 667 \$.	50 957	271 577	544 758
Contrat de location-financement portant intérêt au taux de 9,4 %, échéant en avril 2012, remboursable par versements mensuels de 686 \$ en capital et intérêts. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 9 720 \$.	4 652	10 272	17 177
Contrat de location-financement portant intérêt au taux de 9,4 %, échéant en juin 2012, remboursable par versements mensuels de 519 \$ en capital et intérêts. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 7 765 \$.	4 495	8 684	13 832
Prêt sans intérêt de Développement Économique Canada d'un montant maximum de 153 000 \$ ou 40 % des dépenses admissibles relatives au développement de marchés d'exportation.	19 124	38 250	76 499
Prêt à terme de la Banque de développement du Canada (BDC) portant intérêt au taux flottant de la BDC plus 2 %, remboursé au cours de la période.	-	13 200	52 800
Prêt bancaire à terme portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursé au cours de la période.	-	277 778	944 444
Contrat de location-financement portant intérêt au taux de 6,6 %, remboursé au cours de la période.	-	105 677	306 856
	153 470	900 438	2 248 033
Portion courante	153 470	894 716	1 800 372
Portion non courante	-	5 722	447 661

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Les échéances des engagements de location-financement sont les suivantes :

	Paiements de location minimaux		Valeur actuelle des paiements de location minimaux	
	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$
Pas plus qu'un an	60 970	405 440	60 104	390 488
Plus d'un an mais pas plus de cinq ans	60 970	5 859	-	5 722
	-	411 299	60 104	396 210
Moins les frais de financement futurs	866	15 089	-	-
Valeur actuelle des paiements de location minimaux	60 104	396 210	60 104	396 210
Inclus dans les états financiers consolidés comme :				
- dette à long terme courante			60 104	390 488
- dette à long terme			-	5 722
			60 104	396 210

Les versements de capital requis sur la dette à long terme pour la prochaine année totalisent 93 366 \$.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

13. Débentures

	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$	1 ^{er} janvier 2010 \$
a) Débenture convertible de 500 000 \$, en conjonction avec celle décrite en d), sont sécurisées par une charge sur tous les actifs corporels de la Société au montant de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 % et échéant le 8 novembre 2011 avec l'option d'une extension jusqu'au plus tard le 13 décembre 2011, et convertible en actions ordinaires au prix moins élevé entre 0,06 \$ et une formule spécifique basée sur le prix du marché au moment de la conversion. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 2 000 000 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ l'action jusqu'au 24 octobre 2011. Ce montant comprend des intérêts courus de 15 123 \$.	515 123	500 000	500 000
b) Débenture convertible de 3 873 008 \$ US, sécurisée par une charge sur tous les actifs corporels de la Société au montant de 7 746 790 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 % et échéant le 8 novembre 2011 avec l'option d'une extension jusqu'au plus tard le 13 décembre 2011, et convertible en actions ordinaires au prix moins élevé entre 0,06 \$ et une formule spécifique basée sur le prix du marché au moment de la conversion. Ce montant comprend des intérêts courus de 115 318 \$.	4 182 981	3 852 093	4 070 531
c) Débenture convertible de 333 333 \$ US, sécurisée par une charge sur tous les actifs corporels de la Société au montant de 666 666 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 % et échéant le 8 novembre 2011 avec l'option d'une extension jusqu'au plus tard le 13 décembre 2011, et convertible en actions ordinaires au prix moins élevé entre 0,06 \$ et une formule spécifique basée sur le prix du marché au moment de la conversion. Ce montant comprend des intérêts courus de 9 925 \$.	360 011	331 533	350 333
d) Débenture convertible de 1 500 000 \$, en conjonction avec celle décrite en a), sont sécurisées par une charge sur tous les actifs corporels de la Société au montant de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 % et échéant le 8 novembre 2011 avec l'option d'une extension jusqu'au plus tard le 13 décembre 2011, et convertible en actions ordinaires au prix moins élevé entre 0,06 \$ et une formule spécifique basée sur le prix du marché au moment de la conversion. Ce montant comprend des intérêts courus de 45 370 \$.	1 545 370	1 500 000	1 500 000
	6 603 485	6 183 626	6 420 864
Coûts de transaction et escompte sur les débentures	-	(83 445)	(233 348)
Portion courante	(6 603 485)	(6 100 181)	-
Portion non courante	-	-	6 187 516

Tel que décrit à la note 24, la Société est en défaut selon les termes de toutes ses débentures en circulation qui sont échues le 8 novembre 2011 et négocie actuellement avec les détenteurs des débentures en vue de reporter les dates d'échéances et de modifier divers autres termes et conditions des débentures.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Les taux d'intérêt nominaux et effectifs sont les suivants :

	Nominal	Effectif
500 000 \$ échéant le 8 novembre 2011	12,0 %	14,68 %
3 873 008 \$ US échéant le 8 novembre 2011	12,0 %	14,68 %
333 333 \$ US échéant le 8 novembre 2011	12,0 %	14,68 %
1 500 000 \$ échéant le 8 novembre 2011	12,0 %	14,68 %

Les débetures ont été comptabilisées déduction faite de coûts de transaction de 112 616 \$, dont 106 618 \$ sont liés à la composante du passif et 5 998 \$ à la composante des capitaux propres. Au 30 septembre 2011, les coûts de transaction reliés aux débetures sont tous amortis.

La composante des capitaux propres des débetures incluse dans les autres réserves est de 312 288 \$, déduction faite de coûts de transaction de 5 998 \$, pour un total de 306 290 \$.

14. Capital-actions

a) Autorisé

Un nombre illimité des catégories d'actions suivantes :

Actions privilégiées, pouvant être émises en séries, sans valeur nominale.

Actions ordinaires, avec droit de vote, sans valeur nominale.

b) Actions ordinaires émises et payées

	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Solde au début de la période	67 117 191	40 981 049	67 117 191	40 981 049
Émission d'actions	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	67 117 191	40 981 049	67 117 191	40 981 049

c) Rémunération fondée sur des actions

La Société a mis en place un Programme d'intéressement d'options d'achat d'actions. Le programme stipule que les conditions et le prix des options seront fixés par le conseil d'administration, en respectant les restrictions quant au prix imposées par la Bourse. Les options d'achat d'actions sont attribuées uniquement aux administrateurs, dirigeants, consultants et autres employés clés de la Société ou de ses filiales et seulement sur recommandation du conseil d'administration de la Société.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du programme ne peut dépasser 4 319 273, soit 10 % du nombre d'actions ordinaires en circulation au moment où le programme a été modifié.

Les options d'achat d'actions attribuées en vertu du programme ne peuvent avoir une durée de plus de 10 ans et le prix d'exercice doit être versé en totalité lors de l'exercice de l'option. Au cours de 2003, la Société a modifié la durée des options du programme d'une période de 5 ans à une période de 10 ans, pour se conformer aux exigences de la Bourse.

Au 30 septembre 2011, la Société avait attribué des options d'achat pour 1 852 711 (1 852 711 au 31 décembre 2010) actions ordinaires à divers prix d'exercice, en fonction du Programme d'intéressement d'options d'achat d'actions, et venant à échéance au plus tard en 2020.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Les changements au nombre d'options d'achat d'actions en circulation se détaillent comme suit :

	30 septembre 2011		31 décembre 2010	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début de la période	1 852 711	0,35	869 229	0,61
Attribuées	-	-	1 080 648	0,15
Exercées	-	-	-	-
Annulées	-	-	(97 166)	0,43
Solde à la fin de la période	1 852 711	0,35	1 852 711	0,35
Exercçables à la fin de la période	1 852 711	0,35	1 852 711	0,35

Les options d'achat d'actions en circulation se détaillent comme suit :

Prix d'exercice \$	30 septembre 2011			31 décembre 2010		
	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$
0,15 - 0,19	1 477 311	8,18	0,15	1 477 311	8,92	0,15
0,84 - 0,95	89 500	2,53	0,87	89 500	3,23	0,87
1,08 - 1,10	95 000	4,31	1,10	95 000	5,00	1,10
1,15 - 1,35	190 900	2,89	1,31	190 900	3,60	1,31
	1 852 711			1 852 711		

En 2011, la Société a attribué néant (1 080 648 en 2010) option d'achat d'actions ordinaires. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées à la date d'attribution pour cette période totalisait néant \$ (0,13 \$ en décembre 2010) par option. La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes d'après les moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
Taux d'intérêt sans risque	2,84 %	2,84 %
Durée attendue	10 ans	10 ans
Volatilité prévue du cours des actions	86,2 %	86,2 %
Rendement prévu de dividendes	-	-

d) Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation s'établissent comme suit :

Date d'expiration	Prix de levée \$	30 septembre 2011	31 décembre 2010
25 juin 2011	0,25	-	1 570 983
24 octobre 2011	0,25	2 000 000	2 000 000
Solde à la fin de la période		2 000 000	3 570 983

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

15. Impôts sur le résultat

a) La charge de la période peut être réconciliée au bénéfice comptable, de la façon suivante :

	Période terminée le 30 septembre 2011 \$	Exercice terminé le 31 décembre 2010 \$
Perte nette	(1 622 417)	(1 735 774)
Taux d'impôt de base	28,4%	29,9%
Impôts recouvrables calculés	(460 766)	(518 996)
Effet sur le taux d'impôt résultant de :		
- Avantages fiscaux potentiels non comptabilisés relatifs aux pertes de la période considérée, aux différences temporelles et au report ultérieur des pertes	440 810	458 062
- Charges comptables non déductibles pour fins d'impôts	19 956	60 934
	-	-

b) Soldes d'impôts différés

31 décembre 2010	Solde d'ouverture \$	Constaté dans les résultats \$	Solde de clôture \$
Différences temporelles			
Immobilisations corporelles	1 864 743	365 873	2 230 616
Débitures convertibles	(69 771)	7 053	(62 718)
	1 794 972	372 926	2 167 898
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés			
Pertes fiscales	6 032 643	(1 009 924)	5 022 719
Crédits d'impôt à l'investissement non utilisés	1 928 478	178 445	2 106 923
Frais de recherche et développement	2 839 934	(237 372)	2 602 562
	12 596 027	(695 925)	11 900 102
Provision pour dépréciation des actifs d'impôts différés	(11 375 027)	695 925	(10 679 102)
	1 221 000	-	1 221 000

c) Au 31 décembre 2010, la Société avait accumulé des pertes fiscales autres qu'en capital aux fins des impôts fédéral et provincial, d'environ 18 696 000 \$ et 18 754 000 \$ respectivement. Ces pertes peuvent servir à réduire le bénéfice imposable futur, au plus tard dans les années ci-dessous :

	Fédéral \$	Provincial \$
2014	5 788 000	5 680 000
2015	4 199 000	4 150 000
2023	163 000	163 000
2024	274 000	274 000
2025	73 000	73 000
2026	5 872 000	6 087 000
2027	411 000	411 000
2028	65 000	65 000
2029	207 000	207 000
2030	1 644 000	1 644 000
	18 696 000	18 754 000

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

- d) Au 31 décembre 2010, la Société avait accumulé des crédits d'impôt à l'investissement non utilisés aux fins de l'impôt fédéral d'environ 2 752 000 \$. Ces crédits d'impôt peuvent servir à réduire le bénéfice imposable des années futures, au plus tard dans les années ci-dessous :

	\$
2020	78 000
2021	172 000
2022	307 000
2023	292 000
2024	419 000
2025	347 000
2026	395 000
2027	135 000
2028	273 000
2029	334 000
	<u>2 752 000</u>

- e) Au 31 décembre 2010, la Société et ses filiales avaient accumulé des charges de recherche et développement aux fins des impôts fédéral et provincial, d'environ 7 735 500 \$ et 12 097 500 \$, respectivement, qui n'ont pas été déduites. Ces charges peuvent servir à réduire le bénéfice imposable des années futures.

16. Perte par action

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
Perte par action de base		
Perte utilisée dans le calcul de la perte totale par action de base	(1 622 417) \$	(1 735 774) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour calculer la perte par action de base	67 117 191	67 117 191
Perte totale par action de base	(0.02) \$	(0.03) \$
Perte diluée par action		
Perte utilisée dans le calcul de la perte diluée totale par action	(1 622 417) \$	(1 735 774) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour calculer la perte diluée par action	255 788 191	67 117 191
Perte diluée totale par action	(0.01) \$	(0.03) \$

Les actions ordinaires potentielles suivantes sont anti-dilutives et sont donc exclues du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires aux fins du calcul de la perte diluée par action.

	30 septembre 2011	31 décembre 2010
Débitures convertibles	-	16 800 000
Options des employés	1 852 711	1 852 711
Bons de souscription	2 000 000	3 570 983
	<u>3 852 711</u>	<u>22 223 694</u>

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

17. Instruments financiers

La Société utilise diverses méthodes pour estimer la juste valeur des instruments financiers. Les méthodes utilisées comprennent les données suivantes :

- Niveau 1 – Les évaluations de la juste valeur sont dérivées de prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 – Les évaluations de la juste valeur sont dérivées de données autres que les prix cotés du niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (p. ex., des prix) ou indirectement (p. ex., de dérivés des prix).
- Niveau 3 – Les évaluations de la juste valeur sont dérivées de techniques d'évaluation utilisant des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Risques financiers

La Société est exposée à certains risques financiers dans le cours normal de ses activités, dont les risques de marché découlant des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les risques de crédit et de liquidité. La nature de ces risques et la stratégie de gestion de ces risques par la Société ont peu changé par rapport à la période antérieure.

Juste valeur

La juste valeur estimative de certains instruments financiers correspond à leur valeur comptable au bilan puisqu'ils sont réalisables à court terme ou parce qu'il s'agit d'éléments dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

Risque de crédit

La Société, dans le cadre normal de ses activités, surveille la santé financière de ses clients et passe en revue les antécédents de solvabilité de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et à la conjoncture économique. Chaque compte en souffrance est révisé individuellement et une provision est comptabilisée au besoin pour refléter la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la situation financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour créances douteuses sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable des débiteurs.

La provision pour créances douteuses de la Société est de néant \$ (6 354 \$ en décembre 2010). Parmi les débiteurs de la Société, 140 098 \$ (71 353 \$ en décembre 2010) datent de plus de 90 jours. Tous les montants non provisionnés sont considérés comme étant entièrement recouvrables.

La Société n'a aucun client qui représente plus de 10 % des débiteurs en date du 30 septembre 2011 (un client représentant environ 16 % en décembre 2010).

Risque de taux d'intérêt

La Société utilise une marge de crédit et une partie de la dette à long terme portant intérêt à des taux variables. Conséquemment, elle s'expose à un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation des taux d'intérêt. Une portion de la dette à long terme de la Société n'est pas sujette aux fluctuations du taux d'intérêt, car elle est à taux fixe et, conséquemment, minimise l'exposition à ce risque.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Risque de change

La Société réalise certaines ventes et certains achats en devises. Elle est donc exposée au risque de change lié aux variations de ces devises. Les actifs et passifs incluent les montants suivants en devises :

30 septembre 2011	Dollars US	Euros
Trésorerie	152 943	-
Clients et autres débiteurs	823 278	-
Travaux en cours	329 816	-
Fournisseurs et autres créditeurs	383 666	3 143
Revenus différés	788 389	-

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations relatives aux passifs financiers. La Société gère le risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement. La Société est actuellement à la recherche d'alternatives pour refinancer ou rembourser les débetures.

18. Information sur le capital

L'objectif de la Société, en matière de gestion du capital, est de maintenir les liquidités nécessaires pour appuyer les activités prévues, qui comprennent la prestation de services analytiques, de services bioanalytiques et de services de laboratoire médical. La Société inclut les capitaux propres, la trésorerie, les placements à court terme et la dette à long terme dans la définition du capital. La Société a actuellement une dette envers les comptes fournisseurs, la banque et les détenteurs de dette à long terme et de débetures.

L'objectif de la Société, en matière de gestion du capital, est également de maintenir une marge de manœuvre financière adéquate de façon à préserver sa capacité de respecter ses obligations financières, et notamment d'effectuer ses versements sur sa dette. La Société a entrepris d'analyser ses besoins de trésorerie et d'examiner les différentes solutions possibles entre sa structure actuelle de débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou d'autres stratégies.

Pour gérer son capital, la Société estime ses besoins de trésorerie futurs en préparant chaque année un budget et un plan pluriannuel, soumis à l'examen et à l'approbation du conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts liés à ces activités. Le plan pluriannuel estime les activités futures, avec les besoins de trésorerie potentiels, et est fondé sur l'évaluation par la Société de ses services actuels et des résultats attendus des activités de l'année à venir. Les écarts entre les chiffres réels et le budget sont établis mensuellement et examinés par la direction de la Société, et sont présentés chaque trimestre au Conseil d'administration.

Traditionnellement, le plan de la Société est principalement financé par l'émission d'actions ordinaires supplémentaires, de bons de souscription qui sont par la suite convertis en actions ordinaires, de placements privés auprès de diverses institutions et par l'émission de divers instruments de dette. La direction surveille régulièrement les marchés des capitaux pour tenter de choisir le moment opportun pour l'émission de capitaux propres supplémentaires compte tenu des progrès de la Société dans le cadre de ses programmes, de la conjoncture générale et de la disponibilité des capitaux. Rien ne garantit que la Société pourra disposer de fonds quand elle en aura besoin.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

19. Information concernant les états consolidés du résultat global

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	2011 \$	2010 \$
a) Les éléments suivants sont inclus dans le coût des ventes :		
Salaires	6 938 733	7 855 929
Amortissement des immobilisations corporelles	800 340	950 889
Perte sur change		
b) L'élément suivant est inclus dans les frais de vente :		
Salaires	481 398	511 461
c) Les éléments suivants sont inclus dans les frais généraux et administratifs :		
Salaires	1 931 335	2 098 381
Amortissement des immobilisations corporelles	155 459	162 234
Amortissement des immobilisations incorporelles	73 337	74 111
Perte (gain) sur change	279 560	(47 774)
d) Les éléments suivants sont inclus dans les frais de financement :		
Désactualisation des intérêts sur débetures	71 114	107 341
Intérêts et frais bancaires	218 557	99 736
Intérêts sur dette à long terme	24 191	77 050
Intérêts sur débetures	551 054	575 496

20. Information supplémentaire sur les flux de trésorerie

- a) Les flux de trésorerie provenant des opérations incluent les intérêts payés de 586 658 \$ (682 980 \$ en 2010)
- b) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement comprend les éléments suivants :

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	2011 \$	2010 \$
Clients et autres débiteurs	188 159	(669 925)
Travaux en cours	(131 037)	297 547
Stocks	(64 030)	8 594
Frais payés d'avance	(145 753)	(52 645)
Fournisseurs et autres créditeurs	380 715	(49 104)
Provisions	110 853	-
Revenus différés	152 473	51 476
	491 380	(414 057)

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

21. Engagements

- a) Les loyers minimums à payer en vertu de contrats de location simple à long terme, à l'exclusion de certains coûts opérationnels dont la Société est responsable, sont approximativement les suivants :

	Paiements \$
2012	743 073
2013	790 048
2014	729 046
2015	723 891
2016	715 675
Par la suite	945 443
	<u>4 647 176</u>

- b) Les engagements de la Société à acheter des produits auprès de fournisseurs précis sont approximativement les suivants :

	Paiements \$
2012	69 764
2013	15 000
2014	15 000
2015	15 000
	<u>114 764</u>

22. Opérations entre parties liées

Durant la période terminée le 30 septembre 2011, la Société a réalisé les transactions suivantes :

- i) La Société a versé 1 000 \$ par mois, pour un total de 9 000 \$ (9 000 \$ en 2010), au président du Conseil d'administration de la Société, pour son travail sur des mandats spécifiques pour les diverses divisions de la Société.
- ii) La Société a comptabilisé des frais de garantie et de mise en attente au montant de 30 385 \$ (néant \$ en 2010) à un investisseur institutionnel. De plus, la Société a encouru des frais au montant de 40 000 \$ pour mettre en place la garantie.

Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, c'est-à-dire le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. La Société a pour politique que toute opération appartenant à la catégorie ci-dessus doit être approuvée par le conseil d'administration.

23. Secteurs opérationnels

La Société a choisi d'organiser ses activités en secteurs opérationnels de produits et services. Les secteurs opérationnels de la Société sont les suivants :

- Services analytiques
- Services bioanalytiques
- Laboratoires médicaux

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

La Société tire les produits suivants de ses activités :

Services analytiques

Offre des services de contrôle de la qualité aux secteurs pharmaceutique et biotechnologique, incluant des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement de méthodes et de validation, ainsi que des études de stabilité. Ces services incluent la détermination des propriétés physiques, chimiques et microbiologiques des ingrédients, en plus de la vérification de la teneur en ingrédient actif des produits finis.

Services bioanalytiques

Aide les sociétés pharmaceutiques fabriquant des produits innovateurs et génériques ainsi que les sociétés biotechnologiques dans le développement de nouveaux produits pharmaceutiques en réalisant des études de biodisponibilité et de bioéquivalence lors d'études cliniques.

Laboratoires médicaux

Offre aux secteurs de la santé et pharmaceutique des services spécialisés de test de laboratoire incluant le test de dépistage prénatal Prenatest^{MD}. Cette division offre également des tests génétiques, des services pharmacogénétiques et d'identification humaine par ADN incluant des tests d'ADN à des fins médico-légales.

Le principal décideur opérationnel passe régulièrement ces secteurs en revue afin de leur allouer les ressources nécessaires et d'évaluer leur rendement. Les différents secteurs suivent les mêmes conventions comptables que la Société. La Société utilise le bénéfice opérationnel de chaque secteur pour en évaluer le rendement opérationnel.

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2011, les produits et résultats des différents secteurs opérationnels ont été les suivants :

	Produit du secteur \$	Bénéfice (perte) du secteur \$	Amortissement \$	Charge d'intérêts \$	Charge d'impôts \$
Services analytiques	6 318 166	(573 263)	293 054	10 869	-
Services bioanalytiques	5 088 110	1 143 204	484 705	13 203	-
Laboratoires médicaux	3 974 581	917 473	111 163	46 469	-
Services de gestion	177 135	(3 109 831)	140 214	794 375	-
	15 557 992	(1 622 417)	1 029 136	864 916	-

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2010, les produits et résultats des différents secteurs opérationnels ont été les suivants :

	Produit du secteur \$	Bénéfice (perte) du secteur \$	Amortissement \$	Charge d'intérêts \$	Charge d'impôts \$
Services analytiques	8 371 983	731 263	330 269	14 504	-
Services bioanalytiques	4 604 801	554 640	595 409	41 028	-
Laboratoires médicaux	3 818 919	771 759	111 947	47 136	-
Services de gestion	205 515	(2 979 850)	149 609	756 955	-
	17 001 218	(922 188)	1 187 234	859 623	-

Les produits indiqués ci-dessus représentent les produits générés par les clients externes.

Pour la période terminée le 30 septembre 2011, aucun client du secteur des services bioanalytiques représentait plus de 10 % du total du produit. Le total des produits pour la période terminée le 30 septembre 2011 s'élevait à 15 557 992 \$.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

30 septembre 2011 et 2010

Les actifs des secteurs opérationnels sont les suivants :

	30 septembre 2011		30 septembre 2010	
	Actifs du secteur \$	Ajouts aux actifs non courants \$	Actifs du secteur \$	Ajouts aux actifs non courants \$
Services analytiques	3 819 829	106 506	4 531 867	36 518
Services bioanalytiques	4 183 523	33 780	4 979 827	30 902
Laboratoires médicaux	2 588 563	2 356	2 720 538	134 772
Services de gestion	2 551 080	2 996	2 180 477	20 910
	13 142 995	145 638	14 412 709	223 104

La Société exerce ses activités dans deux principaux secteurs géographiques, le Canada et les États-Unis d'Amérique.

Voici ci-dessous les produits que la Société tire de ses clients externes et de l'information sur ses actifs non courants par lieu géographique :

	Produits du secteur provenant des clients externes		Actifs non courants	
	30 septembre 2011 \$	30 septembre 2010 \$	30 septembre 2011 \$	31 décembre 2010 \$
Canada	10 252 953	12 410 263	8 251 599	9 135 097
États-Unis d'Amérique	4 214 799	3 310 431	-	-
Autres	1 090 240	1 280 524	-	-
	15 557 992	17 001 218	8 251 599	9 135 097

24. Événements postérieurs à la date de clôture

En date du 8 novembre 2011, la Société est en défaut selon les termes de toutes ses débetures en circulation.

Le 10 novembre 2011, la Société a annoncé qu'elle est actuellement avancée dans ses négociations en vue de reporter les dates d'échéance de toutes ses débetures convertibles en circulation qui sont échues, de modifier divers autres termes et conditions des débetures et d'obtenir un financement additionnel afin de couvrir les dépenses actuelles d'opérations ainsi que certains autres déboursés.

La Société n'est pas en position financière de payer le capital et les intérêts dus sur les débetures, échéant toutes le 8 novembre 2011. En conséquence de ce défaut, il y a certaines conditions qui seraient en vigueur si la Société ne conclurait pas une entente avec les détenteurs des débetures. Celles-ci comprennent des intérêts additionnels d'un montant approximatif de 66 000 \$ qui deviendrait payable. Ce montant n'a pas été provisionné au 30 septembre 2011.

La Société négocie également avec Persistence Capital Partners (« PCP »), le plus important actionnaire de la Société et un des détenteurs des débetures, en vue d'obtenir un financement additionnel, ainsi que de modifier diverses conditions et obtenir une lettre de tolérance pour certaines conditions d'une entente de soutien de crédit existante en vertu de laquelle PCP cautionne les obligations de la Société dans le cadre de son financement bancaire existant.